LE JOURNAL TOULOUSAIN

Jt

MÉDIA DE **SOLUTIONS**

COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

JEUDI 18 › 24 AVRIL 2019 · N° 835

Et maintenant p.11
TOULOUSE : UN NOUVEAU PLAN POUR RÉGULER L'URBANISME EFFRÉNÉ

Politique p.12
MUNICIPALES 2020 : NADIA PELLEFIGUE EXPOSE SA MÉTHODE

Patrimoine : APPORTER SA PIERRE À L'ÉDIFICE

L'hebdo de l'étai

© Hélène Ressayres / Roger Puntous

Remerciement à l'association Les Touch'à Tout

R 29141 - 0835- **F 1,00€**

LE JOURNAL TOULOUSAIN
MÉDIA DE **SOLUTIONS**

est édité par Scoparl News-Medias 3.1
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse
Tél : 09.83.27.51.09
redaction@lejournaltoulousain.fr
Registre du commerce :
RCSB 803 281 880
N° Commission Paritaire:
1123 C 83361
ISSN : 2425.1151
Dépôt légal à parution
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Rémi Demersseman
RÉDACTEUR EN CHEF :
Séverine Sarrat
redaction@lejournaltoulousain.fr
RÉDACTION :
Philippe Salvador, Nicolas Mathé, Nicolas Belaubre, Séverine Sarrat et Salomé Dubart.
CHEF DE PROJET WEB :
Fabien Pomiès
CORRECTION :
Thomas Gourdin
PHOTOGRAPHES :
Franck Alix et Hélène Ressayres
MAQUETTE :
Séverine Sarrat
IDENTITÉ VISUELLE :
www.cathycombarnous.fr
ANNONCES LÉGALES :
Tél. : 09.83.27.51.41
annonceslegales@lejournaltoulousain.fr
Le Journal Toulousain est habilité
à publier les annonces légales
et judiciaires en Haute Garonne
Tarif préfectoral 2019 : 4,16 € HT la ligne.
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros
et le contenu numérique.
SERVICE COMMERCIAL
(annonces légales et parutions publicitaires) :
Véronique Lapeyre et Xavier Pamphile
Tél : 09.83.27.51.41
veronique.lapeyre@lejournaltoulousain.fr
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)
Pol. Ind. Casa Nova
Carrer Pla de l'Estany s/n
17181 Aiguaviva (Girona)
Journal fondé en 1997 par André Gallego

C'EST L'HISTOIRE D'UNE HISTOIRE...

à ne pas oublier

Au sein de la rédaction, en préparant ce dossier sur la sauvegarde du patrimoine, nous étions très loin de nous imaginer que l'actualité allait nous rattraper aussi violemment. L'émoi et l'élan collectifs que suscite l'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris révèlent un profond attachement à ces hauts lieux d'Histoire et de culture. Tragiquement, cette catastrophe sensibilise le public à l'impérieuse nécessité de les préserver. Plus que n'importe quelle campagne d'information. Plus que n'importe quel discours. Plus que n'importe laquelle des solutions que nous proposons dans cette édition du JT.

Encore faut-il que cet intérêt, très médiatique, soit le plus large possible. Car le patrimoine ne s'arrête pas aux grands monuments classés. Dans nos villes, dans nos campagnes, l'Histoire se cache partout. Les chantiers sont innombrables et les besoins colossaux. Le temps, l'exode rural ou l'urbanisation galopante font des ravages et, alors que l'on ne s'en est certainement jamais autant soucié, beaucoup de nos chefs-d'œuvre sont en péril. Parfois sans même que nous sachions qu'ils existent. Espérons que cet émoi et cet élan collectifs s'étendent à chacun d'eux.

Philippe Salvador

JOYAUX. Nous l'avons tous les jours sous nos yeux sans forcément y prêter attention. Il faut souvent attendre que le patrimoine soit menacé ou qu'il se consume en mondiovision pour réaliser son importance dans nos vies. Trois jours après le tragique incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris, et alors que se tient la Journée internationale des monuments et des sites ce jeudi 18 avril, le JT s'est penché sur l'avenir des vieilles pierres.

PATRIMOINE *sa pierre à*

L'immense émotion suscitée par l'incendie de Notre-Dame de Paris a confirmé ce que le succès populaire des Journées du patrimoine ou le carton plein des tickets de grattage émis dans le cadre du Loto du patrimoine avaient déjà démontré. L'engouement pour la préservation des monuments historiques semble au plus haut. « *C'est un thème d'actualité car il touche à l'identité profonde, celle qui rassemble plutôt que celle qui divise* », analyse Alain de La Bretesche, président de la fédération Patrimoine Environnement.

La prise de conscience de l'importance de sauvegarder l'héritage du passé ne date pourtant pas d'hier. Depuis la Seconde Guerre mondiale et encore plus à partir des années 1970, on assiste même à une « *obsession patrimoniale* » selon l'expert. Une réaction à une société en plein bouleversement qui voit les modes de vie traditionnels disparaître. Mais le patrimoine est une notion multiple, en constante évolution. S'il a longtemps a été associé à un réflexe de repli, il s'est ouvert progressivement à de nouvelles catégories (vestiges industriels, commerciaux, fluviaux...) et s'impose aujourd'hui comme le reflet d'une culture vivante, plutôt qu'une image figée du passé. « *Malgré cela, on a continué pendant des années à aménager et étaler les zones urbaines sans tenir compte de cette dimension patrimoniale. Combien de remparts ont été détruits ou d'entrées de villes défigurées ? Nous sommes à peine en train de revenir de cette époque* », note Alain de la Bretesche.

« Nous restaurons car nous n'avons pas entretenu en temps et en heure »

Dès 2007, un rapport sur l'état du parc monumental français avait tiré la sonnette d'alarme en faisant apparaître une aggravation importante des périls sur de nombreux bâtiments. L'an dernier, l'ex-ministre de la Culture Françoise Nyssen estimait que, sur les 45 000 édifices protégés, un quart était en mauvais état et 5 % menacés dans leur intégrité. Une situa-

© DR

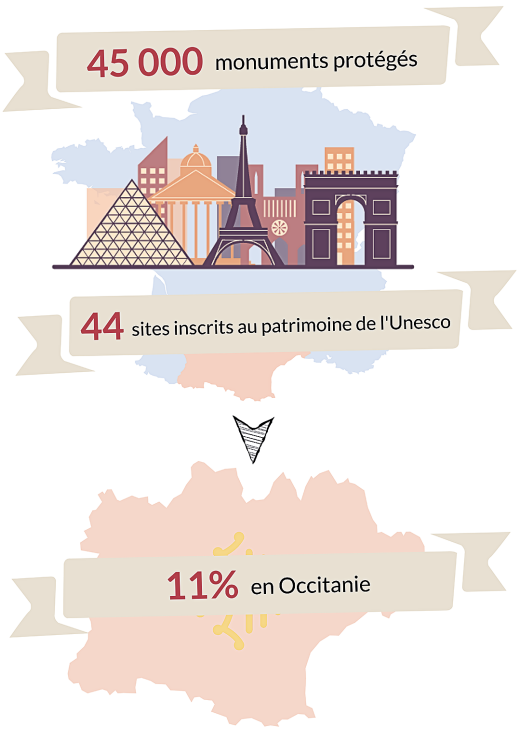
: APPORTER *l'édifice*

tion urgente pour Stéphane Bern. Le journaliste et animateur de télévision pointait récemment du doigt la mauvaise utilisation des financements : « *Si des milliers d'ouvrages sont dans un tel état, c'est parce que la ligne budgétaire dédiée est employée pour toute autre chose. Nous restaurons car nous n'avons pas entretenu en temps et en heure.* »
Malgré les signaux médiatiques positifs envoyés par l'État, l'ensemble des acteurs s'inquiète en outre des effets de la loi Élan, consacrée au logement, dont l'article 15 supprime dans certains cas « *l'avis conforme des architectes des Bâtiments de France* ». Cette procédure exigée pour tous les travaux aux abords des monuments classés ou inscrits est une des rares armes efficaces pour protéger le patrimoine. « *Il y a eu de beaux discours, mais le sujet n'a pas été évoqué une seule fois à l'occasion du Grand débat. Il ne s'agit pas uniquement de préserver 45 000 édifices car, en réalité, il pourrait y en avoir bien plus. La sauvegarde du patrimoine passera par un changement radical dans la façon d'aménager le territoire* », assure Alain de La Bretesche. Pour ce dernier, l'enjeu est ainsi de donner une vraie affectation à tous ces monuments afin qu'ils « *ne soient pas que des musées ou des poids économiques, mais des lieux vivants et utiles pour tous* ».

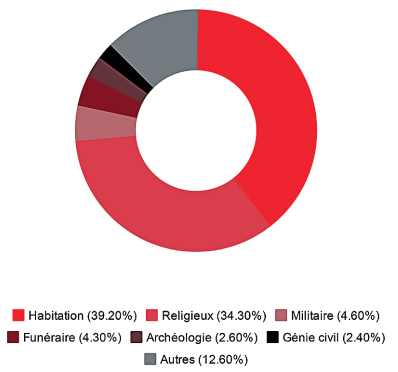
« Un thème qui touche à l'identité profonde »

Nicolas Mathé

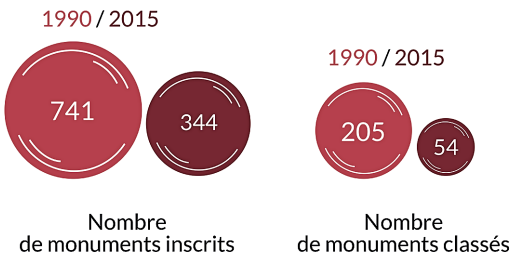
La sauvegarde du patrimoine national



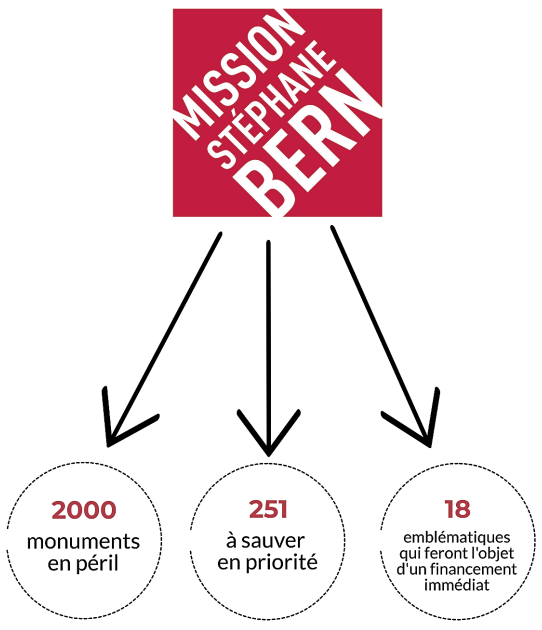
Typologie des monuments protégés



Des mesures de protection en baisse



Un patrimoine en danger



Source : Ministère de la Culture et de la Communication.

SAUVETAGE *à la Salvetat*

RÉSURRECTION. Un chantier colossal est en cours à La Salvetat-Saint-Gilles pour sauver son château millénaire. La détermination de l'équipe municipale, le soutien des habitants, les financements publics ou privés, dont le mécénat, l'excellence des Compagnons du devoir… Tout concourt à la réussite de l'opération.

C'est grâce à son immense grue que l'on repère le chantier du château de La Salvetat-Saint-Gilles. L'édifice, lui, est en partie caché par une végétation envahissante. « *En entrant dans la ville, il n'est presque pas visible. Il mérite vraiment d'être mis en valeur* », s'impatiente Éliane Andrau, première adjointe au maire de cette commune de 8 000 âmes au Sud-Ouest de Toulouse. Il lui faudra attendre car, pour l'instant, la bâtisse n'est pas vraiment présentable. Inhabitée durant plus d'un demi-siècle, elle s'est lentement détériorée. La tempête Klaus l'a fortement endommagée en 2009 et la toiture de l'aile Est s'est écroulée en 2017. L'eau a eu raison des planchers qui se sont effondrés, et partout des fissures menacent de s'élargir. « *Ce château est un patient au stade critique, en pleine opération chirurgicale. Il s'agit d'abord de le consolider pour le sauver* », confirme Jean-Louis Rebière, architecte en chef des monuments historiques. En sa qualité de maître d'œuvre, il dirige depuis un an l'exécution des travaux, dont il a établi les plans et les devis.

Sa tâche est d'autant plus ardue que le site est millénaire. La citadelle a été construite au XIe siècle par le compte de Toulouse Raymond IV, qui avait trouvé là un excellent poste d'observation et de défense contre les invasions. Elle a accueilli les Capitouls fuyant l'épidémie de peste de 1481, avant de devenir la demeure d'un seigneur local, puis d'être morcelée et revendue à la Révolution française. Au fil des siècles et jusqu'au XXe se sont succédés des aménagements et des reconstructions. « *C'est un mille-feuille. Il y a cinq ou six châteaux qui s'empilent ici* », constate en effet l'architecte en chef en montrant plusieurs fenêtres, chacune datant d'une période différente. Autant de témoignages du passé : « *Ce sont nos racines, notre culture. Les gens ont besoin de s'y rattacher, alors que nous vivons une époque où les repères se perdent. Dans ces lieux, ils peuvent toucher l'Histoire, elle est concrète.* » Comme ces mâchicoulis médiévaux qui courent le long d'une coursive à moitié condamnée ou ces plafonds du XVIIe siècle, peints au pochoir.

> *« Dans ces lieux, on peut toucher l'histoire, elle est concrète »*

Des chefs-d'œuvre en péril placés entre les mains expertes des Compagnons du devoir. Ils échafaudent, ils étayent, ils maçonnent, ils remontent les murs et les charpentes, toujours dans les règles de l'art. « *Ce sont des métiers rares qui font appel à des savoir-faire d'excellence* », résume Gerrit Van Enis, chef de travaux pour l'entreprise Bourdarios, une filiale du groupe Vinci qui restaure des monuments historiques dans toute l'Occitanie. Les opérations sont suivies de près par l'équipe municipale, dont la détermination reste sans faille. C'est elle qui a décidé de racheter le château et ses 6 800 m² de terrain pour un euro symbolique lorsqu'en 2016, les pouvoirs publics ont enjoint le propriétaire d'effectuer des réparations dont il ne pouvait pas assumer les frais. « *Le combat a réellement commencé à ce moment-là. Il a fallu convaincre l'État, la Région et le Département, qui supportent aujourd'hui 80 % d'un budget d'un peu plus de 1,3 million d'euros* », déroule l'adjointe à la mairie de La Salvetat-Saint-Gilles Éliane Andrau.

Les 260 000 euros restants sont à la charge de la commune, qui a pu bénéficier de 25 000 euros grâce à sa sélection au loto de la Mission

© Philippe salvador

LA TÊTE D'AMPOULE

COMMENT FINANCER *la sauvegarde du patrimoine ?*

TIROIR-CAISSE. Les dotations publiques se raréfiant, le financement pour la préservation des monuments historiques passe de plus en plus par les fonds privés. Loto, crowdfunding, mécénat, hôtellerie, les propositions ne manquent pas pour permettre aux associations ou aux communes de garder leurs trésors en vie.

Première destination touristique mondiale, la France est dotée d'un patrimoine architectural exceptionnel. Mais cette richesse peut aussi s'avérer être un fardeau. Alors que l'État ne détient que 1 300 monuments protégés sur les 45 000 du pays (la plupart d'entre eux appartiennent à des communes ou à des propriétaires privés), c'est bien sur l'argent public que repose massivement la préservation de cet héritage. En 2007, un rapport parlementaire estimait le coût global d'entretien à plus de 10 milliards d'euros par an.

Principales sources de financement, les subventions de l'État sont allouées par l'intermédiaire des Directions régionales des affaires culturelles (Drac) ou de la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR). Elles peuvent atteindre 10 à 25 % du montant total de la restauration dans le cadre des bâtiments inscrits aux monuments historiques. Et jusqu'à 50 % pour ceux qui sont classés. Ces aides dépendent de plusieurs paramètres comme l'urgence de la situation ou une éventuelle ouverture au public. Une fois accordées, elles déclenchent généralement d'autres financements de la part des collectivités locales.

Or, depuis plusieurs années, les dotations se raréfient et le recours au secteur privé s'accentue, en particulier au mécénat, dont la Fondation du patrimoine est l'acteur majeur. Depuis sa création en 1996, elle a soutenu 25 000 projets et permis d'engager 2 milliards d'euros de travaux. Chaque année, ce sont 800 conventions de souscriptions publiques qui sont signées avec des communes ou des associations pour pouvoir bénéficier de cet apport qui représente en général 10 à 15 % du montant global. Les mécènes, eux, ont droit à une réduction d'impôts à hauteur de 66 % quand ce sont des particuliers – dans la limite de 20 % des revenus – et de 60 % pour les entreprises – plafonnée à 5 % de leur chiffre d'affaires.

50 MILLIONS D'EUROS RÉCOLTÉS GRÂCE À LA MISSION BERN

Le financement participatif est également devenu un outil précieux. Plusieurs plateformes privées spécialisées, comme Dartagnans.fr, ont vu le jour ces dernières années. En 2017, 2,5 millions d'euros ont été recueillis par ce biais pour des travaux de restauration. 105 campagnes sont arrivées à leur terme et 64 ont atteint leur objectif. Enfin, parmi les nouvelles sources de revenus, figure évidemment la loterie nationale, par le lancement de la Mission Stéphane Bern et de son Loto du patrimoine. Recette pourtant ancestrale et largement répandue dans plusieurs pays européens, elle est utilisée pour la première fois en France pour la sauvegarde de nos monuments. Sur les 15 euros que coûte un ticket de grattage, 1,52 est reversé à la Fondation du patrimoine. En 2018, l'opération a permis d'atteindre la somme de 50 millions d'euros.

Mais la Mission Stéphane Bern ne s'arrête pas là. Ce dernier a proposé plusieurs autres pistes comme d'offrir la possibilité à des mécènes d'exposer leurs collections sur les sites dont ils financent la restauration. Ou confier leur gestion au secteur privé tout en laissant la propriété aux pouvoirs publics, notamment sous la forme de baux emphytéotiques. Surtout, l'idée de donner de nouvelles affectations à ces bâtiments (espaces de coworking, hôtellerie…) fait son chemin. Une façon de valoriser ces biens et d'en tirer des revenus à même d'assurer leur pérennité.

Nicolas Mathé

Stéphane Bern et de 10 000 euros supplémentaires versés par la Fondation du patrimoine, une structure privée qui œuvre à sa préservation. Mécène, un briquetier local fournit gracieusement les centaines de mètres carrés de tuiles dont la toiture a besoin — le choix de leur modèle, le plus fidèle à l'existant, ayant été validé par la Direction régionale des affaires culturelles. Enfin, des donations affluent d'un peu partout : « *Nous notons un formidable élan collectif, c'est un bonheur de participer à ce sauvetage* », confie l'élue. « *Au final, les Salvetains seront très peu mis à contribution. Cela représente moins de 10 euros pour chacun d'entre eux pendant trois ans* », assure-t-elle.

> *« Les Salvetains vont bientôt tous devenir châtelains »*

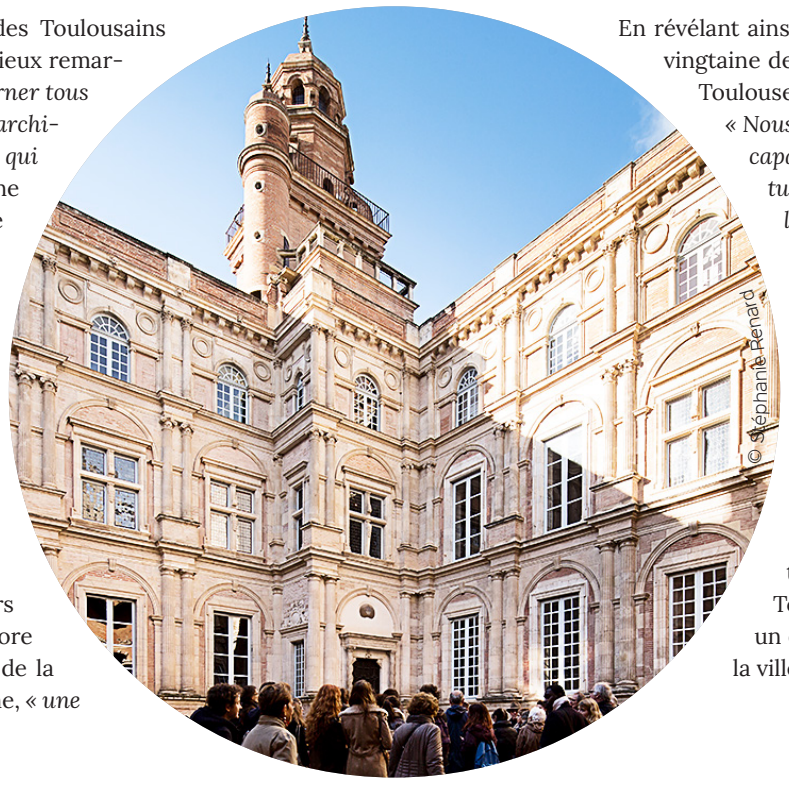
Les travaux de consolidation doivent se poursuivre jusqu'en 2021, avant une restauration qui sera ensuite bien plus longue. Celle-ci suscite des vocations chez les habitants, qui sont nombreux à s'être d'ores et déjà portés volontaires. En attendant, lors des Journées du patrimoine, la municipalité organise sur le domaine une grande présentation en image du monument, de son histoire, de son chantier et de son avenir. « *Je me dis que les Salvetains vont bientôt tous devenir des châtelains* », conclut Éliane Andrau.

Philippe Salvador

LA SOLUTION DE LA SEMAINE

Le patrimoine AU COIN DE LA RUE

Un samedi par mois, l'association des Toulousains de Toulouse lève le voile sur un des lieux remarquables de la ville : « *Cela peut concerner tous les quartiers et toutes les époques architecturales. Il existe tant de bâtiments qui valent le détour* », s'enthousiasme Aline Tomasin, la première présidente de cette société savante, qui œuvre depuis 1904 à la sauvegarde et à la préservation du patrimoine local. Ces visites donnent accès aux trésors cachés des rues de l'hypercentre. À des propriétés privées, comme le château des Verrières, avenue Honoré Serres, un édifice du XIXe siècle qui vient d'être sauvé de la destruction. À des sites interdits au public, tel le musée du Crédit municipal, ouvert uniquement lors des Journées du patrimoine. Ou encore à des endroits méconnus, à l'image de la bibliothèque de la faculté de médecine, « *une merveille* », selon Aline Tomasin.


© Stéphanie Renard

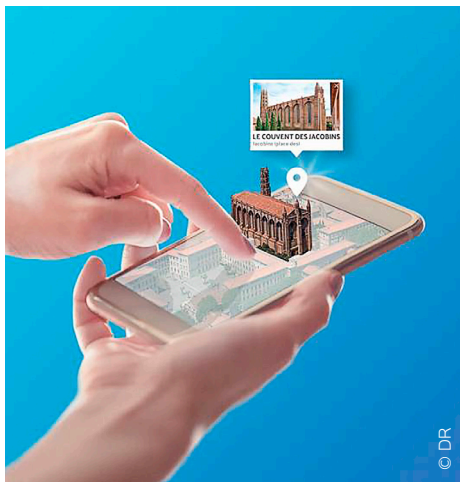
En révélant ainsi la diversité de notre patrimoine, la vingtaine de membres actifs des Toulousains de Toulouse fait revivre et raconte son passé : « *Nous faisons appel à des historiens de l'art capables de décrire les œuvres architecturales et surtout de les replacer dans leur contexte. Nous sommes des passeurs de mémoire* », revendique celle qui fut aussi conservatrice des monuments historiques et directrice de la culture au Conseil régional. Les visites sont exclusivement réservées aux 1 500 adhérents, qui peuvent également suivre les conférences hebdomadaires organisées par l'association, recevoir son journal mensuel, "L'Auta", ou entrer gratuitement au musée du Vieux Toulouse, abrité dans l'hôtel Dumay, un édifice de la Renaissance au cœur de la ville.

Philippe Salvador

DES CHANTIERS *bénévoles*

Créé il y a 65 ans pour sauver le château fort de Guise (Aisne), le Club du vieux manoir est précurseur des chantiers de jeunes en France. Le but est de leur offrir des loisirs de plein air, dans un cadre d'éducation populaire, à travers des activités de restauration, de sauvegarde et de valorisation de monuments historiques. Les collectifs d'associations Cotravaux et Rempart proposent, eux, des listes de chantiers ouverts aux bénévoles de tous âges. Il y en a plus de 300 sur le site Internet de ce dernier, classés en fonction de leur localisation.

clubduvieuxmanoir.fr



© DR

TOULOUSE *à 360°*

Gérée par les Archives municipales, la plateforme Internet UrbanHist est une adresse incontournable pour les amoureux de Toulouse. On y trouve des vues panoramiques, réalisées par drone, de dizaines de sites remarquables. Surtout, une carte interactive localise et fournit des informations complètes sur la plupart des édifices, des œuvres ou des lieux d'exposition de la Ville rose. Un outil de recherche permet enfin de visualiser des images anciennes ou des cadastres prérévolutionnaires.

urban-hist.toulouse.fr

Participer AU FINANCEMENT

La Fondation du patrimoine collecte des dons pour près de 3 000 chantiers de sauvegarde ou de valorisation de sites, partout en France. Chacun est détaillé sur sa page Web, qui se présente comme une plateforme de financement participatif. Les contributions des donateurs leur ouvrant droit à des réductions d'impôts. Organisme privé à but non lucratif, la Fondation du patrimoine se charge également d'opérations de mécénat d'entreprise et bénéficie d'une partie des recettes du Loto du patrimoine. C'est elle qui coordonne la grande collecte internationale pour rebâtir Notre-Dame de Paris.

fondation-patrimoine.org

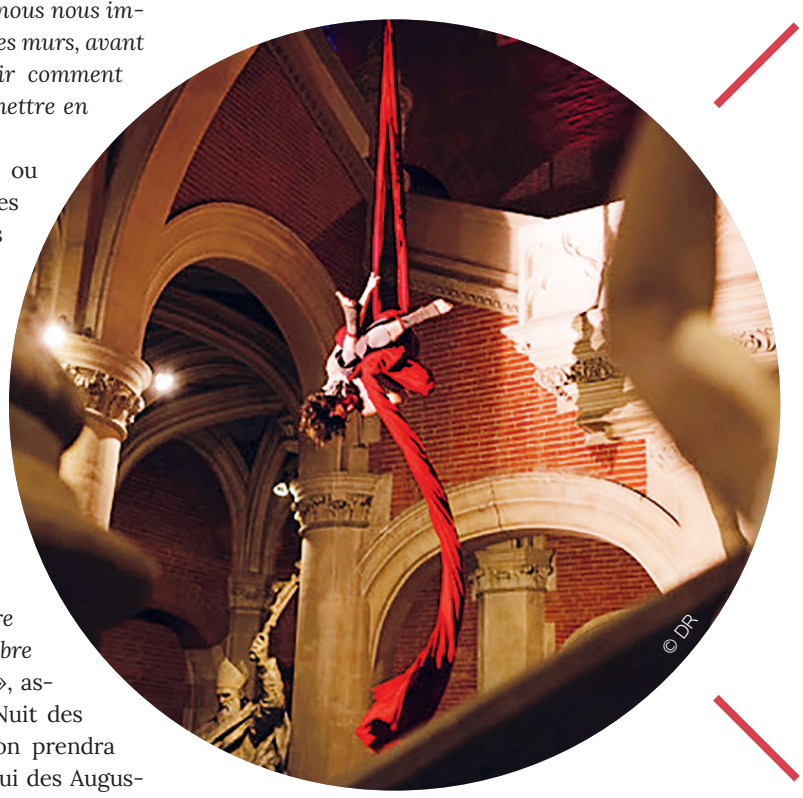
© DR

VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

LA CULTURE *pour revisiter les monuments*

Et si le meilleur moyen de sauvegarder le patrimoine était de le faire vivre différemment ? Ne plus faire seulement de ces monuments des témoins du passé, mais des lieux de rencontres culturelles. C'est le pari de l'association toulousaine Culture en mouvements, créée il y a plus de dix ans par un collectif d'artistes issus d'horizons divers. « *Notre point commun est le goût pour la fusion et la porosité. Nous avons fait le constat qu'il existait d'un côté les arts patrimoniaux, un peu figés, et de l'autre les arts vivants. D'où l'idée de construire des ponts entre ces mondes* », résume Albin Warette, metteur en scène et cofondateur de la structure. Depuis son lancement, Culture en mouvements investit régulièrement les lieux historiques comme les musées des Augustins, des Abattoirs, Saint-Raymond, le Muséum, mais aussi des églises, châteaux et autres monuments partout en France. Pour des spectacles uniques, spécialement créés en fonction de chacun d'eux. « *D'abord, nous nous imprégnons de l'édifice, de son contenu, de ses murs, avant de rencontrer ses habitants pour savoir comment ils le perçoivent et ce qu'ils souhaitent mettre en avant* », détaille Albin Warette.

Qu'il s'agisse de défendre une œuvre ou d'attirer un nouveau public, ces échanges débouchent sur des créations hybrides mêlant arts du cirque, théâtre, danse… Ces événements peuvent aussi prendre la forme de murder party avec une trame narrative adaptée à chaque lieu. Si les réponses à ces invitations décalées sont nombreuses, l'ambition de Culture en mouvements est de changer durablement le regard sur ces institutions historiques. « *Les amoureux des musées et monuments représentent une niche. Notre but est de susciter l'intérêt chez ceux qui n'en voient pas et faire prendre conscience au plus grand nombre que la culture fait partie du patrimoine* », assure Albin Warette. À l'occasion de la Nuit des musées, le 18 mai prochain, l'association prendra une nouvelle fois les commandes de celui des Augustins, mais aussi du Quai des savoirs et de l'abbaye-école de Sorrèze, près de Revel.


© DR

Nicolas Mathé

RENAULT
La vie, avec passion

La vie est pleine de virages imprévisibles. Quand j'ai rencontré Lucie, elle avait déjà deux enfants dans son , puis Lilou est arrivée. Le nouveau aussi. On a déménagé à la campagne, puis on s'est séparés et Lucie s'est installée en ville avec son adorable .

(1) Exemple pour Nouvelle TWINGO Life SCe 65. (1)(2) Location Longue Durée sur 49 mois et 40 000 km maximum. Avec l'offre PASS, vous pouvez renouveler, auprès de DIAC et du même concessionnaire, le véhicule Renault loué, à tout moment, après le paiement du 24e loyer sans pénalité. Lors de la restitution du véhicule chez votre concessionnaire en fin de contrat ou à tout moment en cas de renouvellement après 24 mois, il conviendra de régler les frais de remise à l'état standard et les kilomètres supplémentaires. Sous réserve d'acceptation par DIAC, SA au capital de 647 265 600 € - 14 avenue du Pavé Neuf 93160 Noisy-le-Grand - SIREN 702 002 221 RCS Bobigny. Voir conditions en points de vente et sur renault.fr. Offre non cumulable réservée aux particuliers et valable dans le réseau Renault pour une **Renault neuve, hors Talisman, Espace, Koleos et ZOE, du 01/04/2019 au 31/05/2019. Gamme Renault PASS : consommations mixtes min/max (l/100 km) : 3,9/6. Émissions CO_2 min/max (g/km) : 100/136. Consommations et émissions homologuées selon réglementation applicable.**

Renault **PASS**
Vous allez aimer le changement.

Le meilleur moyen d'adapter son véhicule à sa vie, en changeant de voiture tous les 2 ans.

Nouveau Renault **PASS** à partir de
109 €/MOIS(1)
LLD 49 mois. 1er loyer de 1 500 €.

MODÈLES PRÉSENTÉS : NOUVELLE RENAULT TWINGO INTENS SCe 75 AVEC OPTION PEINTURE OPAQUE SPÉCIALE À **150 €/MOIS**(2), 1ER LOYER DE 1 500 €/MOIS - RENAULT CLIO TREND TCe 75 AVEC OPTION PEINTURE MÉTALLISÉE SPÉCIALE À **152 €/MOIS**(2), 1ER LOYER DE 1 700 €/MOIS - RENAULT CAPTUR INTENS TCe 90 AVEC OPTION PEINTURE MÉTALLISÉE À **215 €/MOIS**(2), 1ER LOYER DE 2 000 €/MOIS - RENAULT SCENIC LIMITED TCe 115 FAP À **304 €/MOIS**(2), 1ER LOYER DE 3 000 €/MOIS - NOUVEAU RENAULT KADJAR INTENS TCe 140 FAP AVEC OPTION PEINTURE MÉTALLISÉE À **313 €/MOIS**(2), 1ER LOYER DE 2 500 €/MOIS.

Renault recommande elf
renault.fr

GRAND ANGLE

Du blé POUR LA FILIÈRE BIO

OSEILLE. Business angels, crowdfunding et plans d'affaires font désormais partie du vocabulaire de l'agriculteur bio. Bio & Pro, le premier forum des investisseurs en Occitanie, met en lien financeurs et porteurs de projets.

Le bio ne connaît pas la crise. Avec un secteur qui enregistre une croissance à deux chiffres, l'agriculture biologique, qui a déjà conquis une part des consommateurs, séduit désormais les investisseurs. InterBio Occitanie, une fédération qui regroupe les cinq réseaux régionaux d'accompagnement au développement de la filière, a organisé, mardi 16 avril, Bio & Pro, le forum des investisseurs. Le premier événement dédié au financement de ce type de projets dans la région. C'est à Auzeville-Tolosane, dans les locaux de l'École nationale supérieure agronomique de Toulouse (Ensat), que l'ensemble des acteurs de l'agroalimentaire biologique (agriculteurs, transformateurs et distributeurs) a pu rencontrer des partenaires économiques aux profils très variés. « *Le contexte est favorable avec un taux de croissance d'environ 13 % depuis plusieurs années. La demande reste forte et les projections sont toujours bonnes pour l'avenir. Alors, nécessairement, le marché prend de l'ampleur et attire de nouveaux investisseurs* », constate Nancy Fauré, la directrice de la fédération interprofessionnelle. Au programme de la journée : des tables rondes pour présenter les différentes solutions de financement suivies de rendez-vous d'affaires individuels.

Aux côtés des interlocuteurs traditionnels, les banques et les collectivités locales, de nouveaux venus s'intéressent à ce marché prometteur et proposent des modèles économiques innovants. « *Les dispositifs financiers sont tellement nombreux qu'il est difficile pour les acteurs de terrain d'avoir une vision claire de toutes les possibilités. L'objectif est de réunir tout ce petit monde pour pallier ce manque* », explique la directrice d'InterBio Occitanie. La société Agrilend, spécialiste des solutions de financements participatifs, va ainsi rencontrer une douzaine de porteurs de projets. « *Nous allons discuter avec eux, examiner leurs besoins et leurs plans de développement pour étudier comment nous pouvons les accompagner* », témoigne Lionel Lasry, cofondateur de cette plateforme de prêt dédiée à la filière agricole. Les projets retenus pourront collecter jusqu'à 1 million d'euros auprès de particuliers souhaitant placer leur argent dans le développement de l'agriculture locale. « *C'est la rencontre entre un désir d'épargne éthique et plus ouvert, et un changement de mode de consommation* », analyse Lionel Lasry.

© DR

« *Le marché prend de l'ampleur et attire de nouveaux investisseurs* »

Ce marché très dynamique jouit également d'une image favorable. L'occasion pour certaines entreprises de réaliser un double investissement économique et marketing. Un effet de "green washing" néanmoins profitable à l'ensemble du secteur. « *Aujourd'hui, nous sommes soumis à une plus forte concurrence qu'à nos débuts. L'offre se développe et c'est tant mieux* », confirme Sandrine Clarisse, chargée de clientèle professionnelle pour la Nef, une banque coopérative défendant des valeurs éthiques. « *Il y a tout ce qu'il faut pour faire du bio en Occitanie. C'est une région qui a été précurseur. Et c'est la première en nombre de produits et de surfaces* », conclut Nancy Fauré.

Nicolas Belaubre

À LA LOUPE

Singa Tolosa tisse DES LIENS AVEC LES RÉFUGIÉS

© SINGA Tolosa

DADA. Devenez un "buddy" et tendez une main amicale aux personnes réfugiées accueillies à Toulouse. L'association Singa Tolosa promeut la solidarité et la rencontre interculturelle par le partage de loisirs et d'activités conviviales.

Singa Tolosa recrute des "buddies". Sous cet anglicisme qui désigne le copain, cette association créée en septembre 2018 cherche à mobiliser des Toulousains bénévoles pour aller à la rencontre des personnes réfugiées et partager avec eux des moments conviviaux. « *Ce n'est pas du parrainage. Nous instaurons une relation d'égal à égal basée sur la curiosité réciproque et l'échange autour de passions* », précise Jacques Bellone, trésorier et ambassadeur de la structure qui organise, tous les premiers mercredis du mois, des Bla-bla Singa au café L'Itinéraire Bis.

Un rendez-vous permettant aux Toulousains et aux primo-arrivants de faire connaissance. « *L'idée est de créer du lien et faire en sorte que les personnes réfugiées se sentent accueillies. C'est une réponse locale et concrète. Les "buddies", des binômes bâtis sur des centres d'intérêts communs, peuvent se retrouver pour un match de foot, un concert ou une simple discussion autour d'un café. Nous conseillons aux gens de se rencontrer, au début, au moins une fois par semaine* », explique le bénévole. Destinée aux réfugiés, l'association Singa Tolosa n'a pas vocation à se substituer aux organismes et services sociaux. L'accompagnement par une assistante sociale est une condition pour accéder à certaines de ses actions. Entre autres, le projet "Comme à la maison", qui met en relation des personnes bénéficiant d'une protection internationale à la recherche d'un logement temporaire et des citoyens disposant d'une chambre pour les recevoir. Les bénévoles sont également en train de développer, au sein du programme "Passion", des ateliers de cuisine, de théâtre et même... de cinéma d'animation.

Nicolas Belaubre

Sud de France
ORIGINE
L'EXCELLENCE DE L'OCCITANIE
AGNEAU IGP ET LABEL ROUGE
EN OCCITANIE
INDICATION GÉOGRAPHIQUE PROTÉGÉE
label Rouge
LA CULTURE D'UN GOÛT INIMITABLE
Agneau Fermier des Pays d'Oc
Agneau Laiton d'Aveyron
Agneau Fermier du Quercy
Agneau Fermier Lou Paillol
Agneau Fermier Sélection des Bergers
Agneau de Lozère
Agneau des Pyrénées
sud-de-france.com
irqualim.fr
L'ALIMENTATION
GRANDE CAUSE
RÉGIONALE 2019
La Région
Occitanie
Pyrénées - Méditerranée
IRQUALIM
WONDERFUL – © Shutterstock +V.Baldensperger Styliste culinaire : H.Imbertèche – 03/2019.
POUR VOTRE SANTÉ, ÉVITEZ DE MANGER TROP GRAS, TROP SUCRÉ, TROP SALÉ.

ET MAINTENANT

Un nouveau plan d'urbanisme métropolitain POUR UNE DENSITÉ MODÉRÉE

SCHÉMA. La métropole a adopté ce jeudi 11 avril un nouveau PLUi-H, le premier à impliquer les 37 communes de l'agglomération. Le fruit d'un travail de quatre ans pour tenter d'harmoniser les pratiques sur l'hypersensible question de la densité urbaine.

C'est un sigle qui peut paraître obscur, mais qui a pourtant une incidence concrète sur le quotidien des habitants. Conçu pour la première fois à l'échelle des 37 communes de l'agglomération, le nouveau plan local d'urbanisme intercommunal et d'habitat (PLUi-H) adopté ce jeudi 11 avril lors du conseil métropolitain est un document majeur qui pose le cadre du développement de l'aire urbaine. Il fixe notamment les règles de constructibilité parcelle par parcelle, comme la hauteur des immeubles ou la préservation des espaces verts et des terrains agricoles.

L'objectif est clair : maîtriser l'urbanisme effréné auquel assistent les Toulousains depuis plusieurs années et qui provoque régulièrement de vives oppositions. « *J'ai été élu sur le thème de la densité modérée. Il aura fallu quatre ans pour en développer les outils, mais nous y sommes enfin. C'est une étape importante dans la construction métropolitaine* », a déclaré Jean-Luc Moudenc, le maire de Toulouse et président de Toulouse Métropole.

Concrètement, ce nouveau PLUi-H prévoit d'abord une meilleure répartition des constructions sur l'ensemble du territoire. Il est ainsi prévu que la ville de Toulouse n'en accueille plus que 50 %, contre 70 % aujourd'hui. L'autre moitié des 7 000 logements neufs par an envisagés par le plan sera redistribuée sur les 36 communes de la métropole.

© Franck Alix/JT

Surtout, la volonté de mettre un coup de frein au développement anarchique du territoire se traduit par un abaissement du nombre de mètres carrés constructibles par parcelle. Une manière d'empêcher les promoteurs de « *tout bétonner* » selon Jean-Luc Moudenc, et ainsi conserver plus d'espaces en pleine terre, c'est-à-dire non bâtis et non bitumés. Entre le PLUi-H actuellement en vigueur et le nouveau, cette réduction concerne l'ensemble des quartiers de Toulouse, hormis le centre-ville, déjà saturé, et les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) qui font l'objet d'intenses rénovations. Les surfaces constructibles diminuent ainsi de 43 % à Saint-Simon, 31 % à Lardenne et Saint-Martin-du-Touch, 26 % à Montaudran ou encore 15 % à Borderouge et Croix-Daurade.

> « *Il faut continuer à bâtir tout en maîtrisant l'étalement* »

Pour autant, les résidences neuves ne vont pas cesser de sortir de terre. Car ces limitations ne concernent que les zones qui ne font pas l'objet d'aménagements spécifiques (OAP, ZAC). Ainsi, dans certains secteurs où la baisse des surfaces constructibles est importante, des programmes immobiliers d'envergure sont tout de même en cours. « *Il faut continuer à bâtir pour accueillir les 12 000 nouveaux habitants qui s'installent dans la métropole chaque année, tout en maîtrisant l'étalement. C'est un équilibre très compliqué à trouver* », souligne Jean-Luc Moudenc, qui pointe au passage du doigt les contradictions d'habitants soucieux de conserver les terres agricoles autour de Toulouse, mais qui ne veulent pas voir cette nécessaire densité à côté de chez eux. Selon ce dernier, une des réponses face aux inquiétudes des riverains réside dans la préservation de la biodiversité. Ce nouveau PLUi-H sanctuarise ainsi 24 000 hectares d'espaces naturels, boisés ou agricoles, soit plus de la moitié de la superficie totale de la métropole.

Nicolas Mathé

ÇA BOUGE !

L'Utopia de Borderouge débarquera AVEC DU RETARD

© DR

OBSCUR. Mercredi 17 avril, l'Utopia de Borderouge devait voir le jour pour une inauguration en présence de ceux qui ont participé à sa création. Une ouverture finalement remise au mois de juin, pour cause de problèmes techniques sur le chantier.

Murs rouges, fauteuils en velours, feu de cheminée et musique baroque... Un premier aperçu du nouveau cinéma Utopia qui doit voir le jour dans le quartier de Borderouge, au Nord-Est de la ville.

Prévue pour ce mercredi, son ouverture a finalement été reportée. Depuis le début des travaux, il y a 18 mois, les délais se rallongent, complexité du terrain oblige : l'Utopia étant construit au-dessus de la ligne B du métro. Et sans pouvoir dépasser un budget de 3,5 millions d'euros, les projets d'appartements de fonction et de transformateurs EDF ont dû être abandonnés.

Zindy Salgado, gérante du futur cinéma, concède que la modification des plans de construction « *n'est pas parvenue assez rapidement à la commission de sécurité pour qu'elle puisse en étudier les conséquences* ». Une question de sécurité qui contraint les cinéphiles du quartier à attendre jusqu'au « *courant du mois de juin* » pour jouir des salles de l'Utopia. La date précise de l'ouverture sera délibérée lors de la prochaine commission, prévue le 6 mai.

Pour autant, la programmation demeure inchangée. Cousin du multiplex de Tournefeuille et de l'American Cosmograph, ce nouveau cinéma proposera une dizaine de films par semaine « *tous venus des quatre coins du monde, de toutes les cultures* », selon la directrice. Pas de pop-corn ni de blockbusters donc dans les salles de l'Utopia. L'enseigne espère plutôt devenir un lieu d'échanges, « *un prétexte aux rencontres et aux discussions* ». Trois salles seront ouvertes à ce titre. Un bistrot-restaurant verra également le jour dans le hall. Un espace propice aux débats d'après film.

Salomé Dubart

EN ABRÉGÉ

VÉOLIA ET SUEZ, *une voie d'eau dans les contrats ?*

© DR

Quatre élus de Toulouse Métropole ont déposé un recours devant le tribunal administratif de Toulouse pour contester le choix de déléguer la gestion de l'eau et de l'assainissement à des groupes privés. Une procédure qui vise à faire annuler les contrats signés avec Véolia et Suez.

Ils avaient deux mois, après la publication des contrats signés, pour contester la décision de Toulouse Métropole de déléguer la gestion de l'eau à Véolia et Suez. Jeudi 11 avril, à cinq jours de l'échéance, François Lépineux et Antoine Maurice, du groupe Métropole Citoyenne, ainsi que Claude Touchefeu et Jacques Tomasi du groupe Génération. s, socialisme et écologie, ont déposé conjointement une double «*requête introductive d'instance*», auprès du tribunal administratif de Toulouse, visant a remettre la cause la validité des deux contrats et d'en obtenir l'annulation. Appuyés par l'association Eau secours 31, les quatre élus de l'opposition dénoncent un manque de sincérité dans le débat ainsi que des anomalies dans le processus démocratique et la méthode de comparaison entre l'option de la délégation de service public (DSP) et celle de la régie.

« *Nous nous sommes sentis floués lors de cette procédure* », regrette François Lépineux, qui explique que les élus, censés se prononcer, n'ont reçu les 1 400 pages du dossier qu'une quinzaine de jours avant la délibération décisive, le 13 décembre dernier. « *Nous n'avons pas pu poser les questions et creuser les sujets. Dès le 27 novembre, nous avions demandé un report pour dresser une comparaison poste-à-poste des coûts des différentes solutions. Cela ne nous a été accordé qu'après le vote* », s'indigne le maire de Brax.

« *La délégation de service public (DPS) est une exception qui doit, au préalable, faire l'objet d'un vote de principe* », rappelle Claude Touchefeu. « *Il n'y a jamais eu de vote formel, ni en commission ni au conseil* », confirme Jacques Tomasi. Si ce point est fondamental dans leur dossier, l'insuffisance d'études « *nombreuses, mais inabouties* » et l'absence d'une justification à la durée de l'engagement constituent également des motifs d'invalidation des contrats. « *Jamais Toulouse Métropole n'a produit une analyse de cette importance et avec un tel niveau de précision* », se défend Pierre Trautmann, président de la commission des marchés publics de Toulouse Métropole, qui qualifie « *d'innovante* » et de « *non-dogmatique* », la méthode employée pour comparer l'option d'une délégation de Service Public (DSP) et celle de la régie directe.

Nicolas Belaubre

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

Municipales 2020 : Nadia Pellefigue expose SA MÉTHODE

SOUFFLE. Candidate à la municipale toulousaine de 2020, Nadia Pellefigue présente sa méthode de travail. Pour constituer le programme de son mouvement Une nouvelle énergie pour Toulouse, elle compte sur l'implication des citoyens.

© DR

Bien que sa campagne officielle pour l'élection municipale toulousaine de 2020 ne débute qu'en octobre prochain, Nadia Pellefigue est déjà sur le pont depuis deux mois. La vice-présidente de la Région Occitanie élabore son programme "Une nouvelle énergie pour Toulouse" en étroite collaboration avec les citoyens : « *Nous ne construisons pas un projet en opposition à Jean-Luc Moudenc. Nous nous positionnons par rapport aux demandes des habitants.* » Près de 300 d'entre eux, des « *porteuses et porteurs d'énergie* » ont intégré le mouvement depuis son lancement à la mi-février. « *Un succès au-delà de nos attentes* » se félicite la candidate. Ils viennent de tous horizons, retraités ou étudiants, toulousains d'adoption ou sur plusieurs générations, syndicalistes, anciens militants de la Ligue communiste révolutionnaire ou nouveaux de Génération.s… « *Progressiste, écologique et sociale, notre formation est ouverte à tous. Les Toulousains se foutent des étiquettes. L'important est de partager un même socle de valeurs* », estime celle qui s'est lancée dans la bataille sans l'appareil du Parti socialiste.

Sa méthode sera donc participative. Jusqu'en juin, des ateliers thématiques ont lieu au LabOïkos de Toulouse, 32 rue Riquet, tous les samedis matins. « *Car les soirs de la semaine les femmes sont moins disponibles que les hommes* », fait remarquer Nadia Pellefigue. Les mardis ou jeudis, des groupes d'adhérents vont à la rencontre des citoyens des six secteurs de la Ville rose, afin de cerner les enjeux de chaque quartier. Au début de l'été, se tiendra un marathon créatif. Puis des idées concrètes seront testées les mois suivants, avant l'écriture du programme définitif à la rentrée. Pour organiser l'ensemble et permettre à chacun de s'informer objectivement, une plateforme collaborative, un serveur et des logiciels de partage de données ont été mis en place. « *Nous ne pouvons pas faire campagne aujourd'hui sans de puissants outils informatiques* », constate la chargée de l'innovation et du numérique au Conseil régional d'Occitanie.

La candidate a confié à Carole Maurage, fondatrice de MyNeedMySolution, une agence d'intelligence collective, le soin d'élaborer et d'installer le dispositif « *C'est un processus strict qui fonctionne, une méthode expérimentée qui permet de porter une vision commune et donc juste. Grâce à lui, Toulouse peut devenir le modèle d'une transition démocratique, d'une autre manière de gouverner* », assure-t-elle. C'est le cap que s'est fixé Nadia Pellefigue.

Philippe Salvador

Deuxième édition DE LA JOURNÉE DES FEMMES ÉLUES *en Occitanie*

Pour la deuxième édition en Occitanie de la Journée des femmes élues, des personnalités de tous les partis se sont réunies vendredi 12 avril à l'hôtel Mercure Toulouse Compans pour débattre des orientations utiles pour leurs territoires. Des ateliers sur le développement personnel et sur les méthodes innovantes pour mener à bien un mandat étaient également au programme. Des figures, comme Nadia Pellefigue, vice-présidente du Conseil régional, ou la sénatrice Françoise Laborde, étaient présentes à cet événement organisé par le site Elueslocales.fr pour permettre à ces dernières de créer un réseau.

Vos ANNONCES LÉGALES *dans votre hebdo*

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1er janvier 2019, fixe le prix de la ligne à 4.16€ HT pour le département de la Haute-Garonne.

Le Greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse : SELARL OFFICE DES GREFFIERS ASSOCIES DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE - Maîtres Anick FABRE, Denis GIUSEPPIN et Frédéric MONSEGU.
Place de la Bourse - 31068 Toulouse Cedex 7 - Tel : 05.61.11.02.00. Email : greffe@greffe-tc-toulouse.fr

LIQUIDATIONS

N° PC : 2019RJ0244

Jugement du 02/04/2019 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la
SARL AUTOS 119
119 avenue des Etats Unis 31200 TOULOUSE
Négoce de véhicules neufs et d'occasion et ses accessoires. Location de véhicules.
RCS 539 948 489
liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
Juge-commissaire : M. GRANEL
Date de cessation des paiements le 13/03/2019.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse https://www.creditors-services.com , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2019RJ0246

Jugement du 02/04/2019 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la
SARL TOUVIA BTP
6 rue Edmond Bonte 91130 RIS-ORANGIS
Tous travaux publics et de voirie.
RCS 800 834 020
liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
Juge-commissaire : M. MOLVOT
Date de cessation des paiements le 10/09/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse https://www.creditors-services.com , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2019RJ0250

Jugement du 04/04/2019 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la
SARL HOLDING CLEAMATHEE
2 rue Henri de Toulouse-Lautrec 31870 LAGARDELLE-SUR-LEZE
Gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières. Toutes prestations de service d'ordre administratif, comptable, financier.
RCS 797 589 934
liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6
Juge-commissaire : M. LEBOULANGER
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse https://www.creditors-services.com, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2019RJ0251

Jugement du 04/04/2019 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la
SARL GS ROQUES
allée de Fraixinet Centre Commercial Roques 31120 ROQUES
Prêt à porter et vente de produits dérivés.
RCS 517 759 049
liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Orlane GACHET 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE
Juge-commissaire : M. LEBOULANGER
Date de cessation des paiements le 31/12/2019.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse https://www.creditors-services.com , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC

N° PC : 2019RJ0245

Jugement du 02/04/2019 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de
Monsieur LABID Mohammed
15 rue Chateaubriand 31830 PLAISANCE-DU-TOUCH
maçonnerie générale
RM 479 438 673
liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
Juge-commissaire : M. GRANEL
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse https://www.creditors-services.com , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2019RJ0238

Jugement du 02/04/2019 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de la
SAS TRANSPORTS JFS
6 rue de Grenoble APPARTEMENT 646 31500 TOULOUSE
Transports routiers de marchandises
RCS 798 475 323
liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
Juge-commissaire : M. DEDIEU
Date de cessation des paiements le 15/10/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse https://www.creditors-services.com , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC

N° PC : 2019RJ0252

Jugement du 04/04/2019 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de la
SARL DG TEXTILE
33 rue René Aversenq 31130 BALMA
Vente et commerce de détail d'habillement de prêt à porter,
RCS 830 123 790
liquidateur judiciaire : la SAS REY ET ASSOCIES MANDATAIRES JUDICIAIRES prise en la personne de Me Christian REY 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5
Juge-commissaire : M. COSSET
Date de cessation des paiements le 15/01/2019.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse https://www.creditors-services.com , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC

N° PC : 2019RJ0253

Jugement du 04/04/2019 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de la
SNC REMUSAT
16 Grand-Rue Remusat 31810 VENERQUE
commerce de debit de tabacs
RCS 450 528 930
liquidateur judiciaire : la SAS REY ET ASSOCIES MANDATAIRES JUDICIAIRES prise en la personne de Me Marc-Antoine REY 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5
Juge-commissaire : M. FANTINI
Date de cessation des paiements le 29/01/2019.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse https://www.creditors-services.com , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2019RJ0254

Jugement du 04/04/2019 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de la
SARL ASTR
16 place Jeanne d'Arc 31000 TOULOUSE
Saladerie, pizzéria, sandwicherie viennoiserie. Alimentation générale .
RCS 502 223 373
liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HADDANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE
Juge-commissaire : M. LEBOULANGER
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse https://www.creditors-services.com , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0399

Jugement du 02/04/2019 :
conversion en liquidation judiciaire de la
SARL EURL BELYCAR
8 avenue Jean Pierre d'Assezat 31810 VENERQUE
liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
RCS 504 827 635

N° PC : 2018RJ0650

Jugement du 02/04/2019 :
conversion en liquidation judiciaire de la
SARL MEDIACIS
rue Pierre de Fermat 31600 MURET
liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
RCS 794 328 450

N° PC : 2019RJ0048

Jugement du 02/04/2019 :
conversion en liquidation judiciaire de la
SAS A L'ITALIENNE
3 rue de la Côte d'Or 31500 TOULOUSE
liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
RCS 829 184 563

N° PC : 2019RJ0068

Jugement du 02/04/2019 :
conversion en liquidation judiciaire de la
SAS AS CONSTRUCTIONS
70 rue Jacques Babinet 31100 TOULOUSE
liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
RCS 820 976 116

N° PC : 2019RJ0177

Jugement du 02/04/2019 :
conversion en liquidation judiciaire de la
SARL SAINT-MICHEL COIFFURE
61 GRANDE RUE SAINT MICHEL 31400 TOULOUSE
liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
RCS 399 275 759

N° PC : 2019RJ0065

Jugement du 04/04/2019 :
conversion en liquidation judiciaire de la
SARL CONSTRUCTION D APPLICATIONS NOUVELLES (STE DE)
29 rue des Orfèvres ZA Fontgrasse 31700 BLAGNAC
liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6
RCS 400 595 385

N° PC : 2019RJ0077

Jugement du 04/04/2019 :
conversion en liquidation judiciaire de la
SARL SUNDARA KHAMPHANH SARL
2050 route de Labastidette 31600 SEYSSES
liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6
RCS 832 986 210

N° PC : 2019RJ0107

Jugement du 04/04/2019 :
conversion en liquidation judiciaire de la
SARL WEBCOURS
16 chemin du Sang de Serp Appartement F131 31200 TOULOUSE
liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HADDANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE
RCS 490 381 910

N° PC : : 2019RJ0111

Jugement du 04/04/2019 :
conversion en liquidation judiciaire de la
SAS LP
147 route de Fronton 31140 AUCAMVILLE
liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HADDANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE
RCS 819 808 171

N° PC : 2019RJ0145

Jugement du 04/04/2019 :
conversion en liquidation judiciaire de la
SARL UNIS TRANSPORTS
25 avenue du Muguet 91390 MORSANG-SUR-ORGE
liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HADDANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE
RCS 819 227 497

N° PC : 2018RJ0884

Jugement du 02/04/2019 :
conversion en liquidation judiciaire de
Madame CHAUMETON Fatima née MOHAMED
47 avenue de Fronton 31140 SAINT-ALBAN
liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
RCS 321 021 263

REDRESSEMENTS

N° PC : 2019RJ0247

Jugement du 02/04/2019 :
ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la
SAS Hotel-Restaurant Carayon
17 rue ERASME 31400 TOULOUSE
propriété et exploitation d'un ensemble hôtelier et de restauration
RCS 834 013 765
mandataire judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
Administrateur : la SCP CAVIGLIOLI-BARON-FOURQUIE prise en la personne de Me FOURQUIE 10 rue d'Alsace-Lorraine 31000 TOULOUSE
mission : assurer seul et entièrement l'administration de la société
Juge-commissaire : M. MOLVOT
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse https://www.creditors-services.com , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2019RJ0248

Jugement du 02/04/2019 :
ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la
SARL AZAK BAT
35 rue Du Bon Houdart 93700 DRANCY
Travaux de gros oeuvre du bâtiment.
RCS 824 179 667
mandataire judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
Juge-commissaire : M. DEDIEU
Date de cessation des paiements le 29/03/2019.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse https://www.creditors-services.com , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2019RJ0249

Jugement du 04/04/2019 :
ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la
SARL TIDAL ENTREPRISE
12 place Occitane 31000 TOULOUSE
Tout commerce de produits non règlementés, marketing, communication, distribution vente, concept store.
RCS 832 988 745
mandataire judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Orlane GACHET 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE
Juge-commissaire : M. LEBOULANGER
Date de cessation des paiements le 24/09/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse https://www.creditors-services.com , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

CLÔTURES

N° PC : 2013RJ0508

Jugement du 04/04/2019 :
clôture pour extinction du passif de
SARL CHRIS & TIF
25 avenue de Lyon 31500 TOULOUSE
RCS 518 376 280

N° PC : 2016RJ0787

Jugement du 04/04/2019 :
clôture pour insuffisance d'actif de
Monsieur DAUCHY Jean-Luc
Clos Luxembourg 22 rue du Luxembourg 31410 LE FAUGA
RM 520 513 797

N°PC : 2017RJ0233

Jugement du 04/04/2019 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARLu CONCIERGERIE LOGISTICS
7 chemin de Rabaudis 31620 LABASTIDE-SAINT-SERNIN
RCS 534 060 777

N° PC : 2017RJ0251

Jugement du 04/04/2019 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL SOCIETE BERJOAN-RUDLOFF
37 avenue Crampel 31400 TOULOUSE
RCS 451 961 122

N° PC : 2017RJ0897

Jugement du 04/04/2019 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL E-DEAL
8 avenue DE GAMOUNA 31150 BRUGUIERES
RCS 793 175 027

N° PC : 2018RJ0279

Jugement du 04/04/2019 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL LA CIGALE ET LE HOMARD
26 rue Victor Hugo 31330 GRENADE
RCS 823 549 928

N° PC : 2018RJ0468

Jugement du 04/04/2019 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL EMILY
7 B rue de la Mairie 31490 BRAX
RCS 820 284 370

N° PC : 2018RJ0488

Jugement du 04/04/2019 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL EURL SAMADA
17-18 rue Paul Vidal Centre Commercial Saint-Georges Passage Mercure 31000 TOULOUSE
RCS 789 244 191

N°PC : 2018RJ0645

Jugement du 04/04/2019 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARLu GIRAL
10 rue Bardou Apt 47 31200 TOULOUSE
RCS 538 086 117

N° PC : 2018RJ0664

Jugement du 04/04/2019 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL EURL LA BALADE GOURMANDE
Pechnauquie Sud - 31340 VILLEMUR-SUR-TARN
RCS 508 887 023

N° PC : 2018RJ0665

Jugement du 04/04/2019 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SAS AD MAITRISE D'OEUVRE ET CONSTRUCTION
13 clos du Souleilhat Lieudit la Rivière 31320 AUREVILLE
RCS 820 256 980

N° PC : 2018RJ0735

Jugement du 04/04/2019 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SAS BMP. BAT
13 cheminement Vincent d'Indy Appartement 6 31100 TOULOUSE
RCS 831 406 293

N° PC : 2018RJ0768

Jugement du 04/04/2019 :
clôture procédure rétablissement professionnel de
Monsieur FOUASSIER Michel
48 rue de la République 31270 FROUZINS
RCS 510 605 009

DIVERS

N° PC : 18 RJ 620

Avis de dépôt au greffe de l'état des créances complété du projet de répartition établi par SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT, liquidateur de la
SARL POTIN-DIDOT
54 BIS avenue de Toulouse 31270 CUGNAUX
533 217 535 RCS Toulouse N° de Gestion : 2011B02387
Les contestations seront recevables dans le délai d'un mois, à compter de la date de la présente publication, auprès du greffe du tribunal de commerce de Toulouse

---

N° PC : 2016RJ0553

Jugement en date du 02/04/2019 :
jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de
Madame LOPEZ Maria
4 rue des Coquelicots 31780 CASTELGINEST
présidente de la **SAS S.G.L.T**
RCS 794 699 959

Le Greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse :
SELARL OFFICE DES GREFFIERS ASSOCIES DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE - Maîtres Anick FABRE, Denis GIUSEPPIN et Frédéric MONSEGU.
Place de la Bourse - 31068 Toulouse Cedex 7 - Tel : 05.61.11.02.00.
Email : greffe@greffe-tc-toulouse.fr

TRIBUNAUX EXTÉRIEURS

N° PC : 2017EX0045 (GTC Bobigny)

Jugement du 28/02/2019 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL REPAIR IT SERVICES
155-159 rue Du Docteur Bauer 93400 SAINT-OUEN
RCS 821 174 596

N° PC : 2000EX0007 (GTC Pontoise)

Jugement du 22/03/2019 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SA ERSEM SYSTEMS
4 allée DU BEAUREGARD ZI DE VERT GALANT 95310 SAINT-OUEN-L'AUMONE
RCS 412 128 357

N° PC : 2015EX0058 (GTC Lille Métropole)

Jugement du 26/03/2019 :
clôture pour insuffisance d'actif de
SARL BMV Construct
77 rue De la Mackellerie 59100 ROUBAIX
RCS 520 396 060

N° PC : 2019EX0025 (GTC Paris)

Jugement du 25/03/2019 :
ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de
La SAS NEW LOOK FRANCE
64 rue du Dessous des Berges / 11 Rue Leredde 75013 PARIS
commerce de tous articles de textiles et d'habillement
RCS 487 493 199
mandataire judiciaire : la SCP BTSG prise la personne de Me Stéphane GORRIAS 15 rue de l'Hôtel de Ville 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
mandataire judiciaire : la SELAFA MJA en la personne de Me Lucile JOUVE 102 rue Du Faubourg Saint-denis 75479 PARIS Cedex 10
Administrateur : la SELARL 2M et Associés prise en la personne de Me Carole MARTINEZ 22 rue de l'Arcade 75008 PARIS
mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion
Administrateur : la SCP ABITBOL & ROUSSELET en la personne de Me Joanna ROUSSELET 38 avenue Hoche 75008 PARIS
mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion
Date de cessation des paiements le 25/02/2019.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse https://www.creditors-services.com , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

Infogreffe.fr : un accès direct aux informations des Greffes des Tribunaux de Commerce.
L'INFORMATION LÉGALE SUR LES ENTREPRISES
infogreffe
Les Greffes des Tribunaux de Commerce

CONSTITUTIONS

SELARL « Bertrand FABRE, Isabelle PUJOL et Philippe CHALLEIL, Notaires Associés»
56, Rue du Président WILSON,
31220 CAZERES SUR GARONNE

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Philippe CHALLEIL, Notaire associé de la Société d'exercice libéral à responsabilité limitée « SELARL Bertrand FABRE, Isabelle PUJOL et Philippe CHALLEIL, Notaires associés », titulaire d'un Office Notarial à CAZERES SUR GARONNE (Haute-Garonne), 56 Rue du Président Wilson, le 27 mars 2019, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :
Objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.
Dénomination sociale : **ADREAM**
Siège social est fixé à : TOULOUSE (31000), 18 rue Du Printemps.
Durée de 99 années à compter de l'immatriculation.
Capital social : MILLE CINQ CENTS EUROS (1 500,00 EUR), constitué uniquement d'apports en numéraire.
Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.
Les premiers gérants de la société sont : M Adrien Etienne Marie DUCLOS , époux de Mme Olena BALANOVSKA, demeurant à TOULOUSE (31000, 18 rue du Printemps. Et, Melle Maëlle Marie Brigitte DUCLOS, demeurant à SAMATAN (32130) lieudit Négoti, Route de Cazaux, célibataire majeure.
La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE.

Pour avis
Le notaire.

CABARÉ - BOURDIER

Société d'Avocats
8, Port saint Sauveur
31000 Toulouse

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à LABARTHE SUR LEZE du 5/04/2019 il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme : SAS
Dénomination : **CONTROLE TECHNIQUE MONTGISCARD**
Siège : 17 rue Jacques Brel – 31860 LABARTHE SUR LEZE
Durée : 99 ans
Capital souscrit : 10.000 euros
Objet : Centre de contrôle technique
Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.
Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Transmission des actions : Toutes cessions d'actions, y compris entre associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.
Président : M. Claude Sagné, demeurant place Bessede à MAZERES (09270)
La Société sera immatriculée au RCS de TOULOUSE.

Par acte SSP du 19/03/2019, il a été constitué une SAS à capital variable ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination :
BKARE IMMO
Objet social : Achat et la revente, avec ou sans rénovation, de : biens immobiliers, parts sociales de sociétés à prépondérance immobilière, fonds de commerce, terrains à bâtir et tout ce qui peut se rattacher aux activités de marchand de biens.
Siège social :
89 chemin de la Salade Ponsan, 31400 Toulouse.
Capital minimum : 100 €
Capital initial : 1.000 €
Capital maximum : 1.000.000 €
Durée : 99 ans
Président : M. LANNES Benoit, demeurant 89 chemin de la Salade Ponsan, 31400 Toulouse
Admission aux assemblées et droits de votes : -
Clause d'agrément : -
Immatriculation au RCS de Toulouse

SELARL Bertrand FABRE, Isabelle PUJOL et Philippe CHALLEIL
Notaires associés,
à CAZERES SUR GARONNE (31220),
56 Rue du Président Wilson.

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Agnès CHALLEIL, Notaire au sein de la Société d'exercice libéral à responsabilité limitée « SELARL Bertrand FABRE, Isabelle PUJOL et Philippe CHALLEIL, Notaires associés », titulaire d'un Office Notarial à CAZERES SUR GARONNE (Haute-Garonne), 56 Rue du Président Wilson, le 5 avril 2019, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :
La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.
Dénomination sociale : **SCI CATHERVIELLE.**
Siège social : TOULOUSE (31000), 21 rue Saint Rome.
Durée : 90 années à compter de son immatriculation
Capital social DEUX CENT SOIXANTE-DIX MILLE CENT SOIXANTE EUROS (270 160,00 EUR), constitué savoir :
D'un apport immobilier A CATHERVIELLE (31), Lieu-dit Le Village, une maison d'habitation et diverses parcelles non attenantes, le tout cadastré section A N° 82.286.360.586 à590.592.594 à 596.598.601 à 605.607.616.623.627.642.670.810 surface totale 05ha 93a 16ca. Le tout évalué à DEUX CENT SOIXANTE DIX MILLE CENT VINGT EUROS (270.120,00€).
D'un apport en numéraire de QUARANTE EUROS (40,00€).
Les parts sont librement cessibles au profit d'un ou plusieurs associés, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.
Les premiers gérants de la société sont: M Henri Jean Gabriel PARANT, époux de Mme Brigitte BOUVIER, demeurant à PARIS (75011) 8 rue Dranem. M Antoine Claude Henri PARANT, demeurant à TOULOUSE (31000), 21 rue St Rome, Divorcé de Mmet MOTHES. et M Michel Paul Antoine PARANT, époux de Mme Natascha SOARES AZEVEDO, demeurant à CHELTENHAM (ROYAUME-UNI) 7 A School Road Charton Kings GJ 53 8 AU. La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE.

Pour avis
Le notaire.

ABFM Notaires Associés

SCP ABFM
Notaires Associés
Maître Florence BARES
8 Boulevard Jean Jaurès
31260 SALIES-DU-SALAT

Suivant acte reçu par Me Florence BARES, notaire associée au sein de la SCP ABFM Notaires Associés, le 10/04/2019, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : **MARIGNAC**
Forme sociale : Société Civile
Siège social : MARIGNAC-LASPEYRES (31220), 1 Côte Saint Martin
Objet social : l'acquisition, la mise en valeur, la construction, l'administration, la gestion de tous biens ou droits immobiliers, la prise de participation dans toutes sociétés civile et/ou immobilières, l'obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts avec ou sans garanties hypothécaires, éventuellement et exceptionnellement l'aliénation d'un ou plusieurs biens mobiliers ou immobiliers, de tout ou partie de l'actif social par tous moyens. Et généralement toutes opérations, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation
Apports en numéraire : 1.000,00 €,
Capital social : MILLE EUROS (1.000,00 €): 100 parts sociales de 10,00€ chacune, numérotées de 1 à 100.
Gérants pour une durée indéterminée: M. Stephen Antoine Kévin LOZACH, né à PARIS 20ème (75020), le 14/06/1989, et Mme Fanchon SUBRA, née à FOIX (09000), le 19/08/1992 demeurant ensemble à MARIGNAC-LASPEYRES (31220) 1 Côte Saint Martin.
Clause d'agrément : toute cession entre vifs ou à cause de mort nécessite un agrément.
Immatriculation au RCS de TOULOUSE.

POUR AVIS ET MENTION.

Aux termes d'un acte SSP en date du 01/04/2019, il a été constitué une société
Dénomination sociale :
ZHONG HUA
Siège social : 6 allée Pablo Picasso, Lieu-dit les Maltes, 31120 Portet-sur-Garonne.
Forme : SARL
Capital : 8000€
Objet social :
- Restauration traditionnelle.
Gérance :
M. CHI Yun, demeurant 43, rue Charles Delescluze, 93170 Bagnolet.
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de TOULOUSE

Notaire

Etude de Maître Benoît GAILLARD
Notaire titulaire d'un office notarial
à BLAGNAC (HAUTE GARONNE)
21 Rue du Docteur Guimbaud

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Benoît GAILLARD, Notaire, Titulaire d'un office notarial à BLAGNAC (HAUTE GARONNE), 21 Rue du Docteur Guimbaud » , le 12 avril 2019, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :
La société a pour objet : l'acquisition, la propriété, la gestion, l'administration, la prise à bail, l'exploitation par bail ou autrement, l'affectation en copropriété s'il y a lieu et la mise en valeur de toute manière même par l'édification de toutes augmentations et constructions nouvelles, la mise à disposition gratuite des biens de la société aux profit des associés, et la disposition, l'aliénation, vente ou apport en société, de tous les immeubles et droits immobiliers et mobiliers composant son patrimoine. Et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.
La dénomination sociale est :
SCI NFAC.
Le siège social est fixé à : BRAX (31490), 1 Bis chemin des Taillades.
La société est constituée pour une durée de 99 années
Le capital social est fixé à la somme de : MILLE EUROS (1 000,00 EUR).
Les apports sont effectués en numéraire.
Les cessions de parts sont soumises à l'agrément de la société. Toutefois, interviennent librement les opérations entre associés, entre ascendants et descendants et les libéralités consenties en usufruit au profit du conjoint d'un associé.

B&A
Société Civile Immobilière
Au capital de 2 400 €
Siège social : 21 Route de Saint Pierre de Lages - 31570 VALLESVILLES

Avis de constitution

Aux termes d'un acte SSP en date à VALLESVILLES du 9 avril 2019, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme : Société Civile Immobilière
Dénomination : **B&A**
Siège: 21 Route de Saint Pierre de Lages - 31570 VALLESVILLES
Objet : L'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS
Capital social : 2 400 €, constitué uniquement d'apports en numéraire
Gérance : M. Johan BRANCA, demeurant 21 Route de Saint Pierre de Lages - 31570 VALLESVILLES et M. Laurent ASSIS ARANTES, demeurant 4 impasse Bacou - 31280 DREMIL LAFAGE
Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas et agrément des associés représentant plus de trois-quarts des parts sociales
Immatriculation de la Société au RCS de Toulouse.

Pour avis,

Maître Elise SOULIE
Notaire à LABEGE,
1389, Voie l'Occitane,
La Pointe Bleue.

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Elise SOULIE, Notaire à LABEGE (Haute-Garonne),
1389, Voie l'Occitane, La Pointe Bleue , le 11 avril 2019 a été constituée une société par actions simplifiée unipersonnelle ayant les caractéristiques suivantes :
Objet : L'exploitation directe de tous fonds de commerce et activités d'alimentation générale épicerie et épicerie fine, produits d'alimentation et autres, de supérette,
•Importation de produits Européens
•Animation, dégustation sur place de produits à la vente, de boissons alcoolisées et de boissons non alcoolisées
•Point relais pour dépôts ou retraits de colis
Dénomination : **L'ANDALOUSE**
Siège social : NAILLOUX (31560), route Saint-Léon Zone Artisanale du Buisson.
Durée : 99 années à compter de son immatriculation au R.C.S.
Capital social : DIX MILLE EUROS (10 000,00 EUR)
Cessions d'actions en cas de pluralité d'associés : toutes les cessions sont soumises à l'agrément de la majorité en nombre des associés représentant au moins les deux tiers des actions.
L'exercice social commence le PREMIER OCTOBRE et se termine le TRENTE SEPTEMBRE de chaque année.
Président : Monsieur BERGES Jacques demeurant 1bis route du faubourg de Sers 31450 Montgiscard

---

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé du 4 avril 2019 à TOULOUSE (Haute-Garonne), il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
FORME : Société civile
DENOMINATION : ULUWATU
SIEGE SOCIAL : 7, rue Champêtre à TOULOUSE (31300)
OBJET : l'acquisition, la gestion, la location et l'administration de tout immeuble et de tout terrain, détenus en pleine propriété, en usufruit seulement ou en nue-propriété seulement, la construction, l'entretien et éventuellement l'aménagement de ces biens, l'emprunt de tous fonds nécessaires à la réalisation de ces objets. Et plus généralement, toutes les opérations se rattachant directement ou indirectement à cet objet social, à la condition qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.
DUREE : 99 années à compter de son immatriculation au RCS
CAPITAL VARIABLE : Le capital est initialement fixé à 1 000 euros divisé en 100 parts sociales de 10 euros. Il pourra être de 1 000 euros minimum et de 1 000 000 d'euros maximum.
APPORTS EN NUMÉRAIRE : 1 000 euros
GERANCE : Monsieur Guillaume COSTES demeurant au 7, rue Champêtre à TOULOUSE (Haute-Garonne)
IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE

Pour avis, le représentant légal

Antoine GINESTY Sébastien SALESSES
Notaires Associés
Successeurs de Maîtres Ginesty (Père et Fils) et de Maître Combarieu
ETUDE PLACE WILSON

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Sébastien SALESSES, notaire à TOULOUSE (31), le 20/03/2019, il a été constitué la société suivante : Dénomination : **SARL JOSEPH COLI** - Forme : Société A Responsabilité Limitée - Siège : 12 rue du Pradal – 31170 TOURNEFEUILLE - Durée : 99 ans – Objet : La propriété, l'acquisition, la gestion et l'exploitation sous toutes ses formes d'un fonds de commerce de Snack-Bar, brasserie, dégustation et vente de vins et boissons alcoolisées, eaux minérales et limonades ; Capital social : 780.300€ par apports en numéraires 300€ et apport en nature d'un fonds de commerce de Snack-Bar, brasserie, dégustation et vente de vins et boissons alcoolisées, eaux minérales et limonades, exploité à TOULOUSE (31000), 21 Rue Saint-Antoine du T ; - Premier Gérant : Mme Loetitia HALLOWS, demeurant à TOURNEFEUILLE (31170) 12 rue Pradal, nommé sans limitation de durée. - Clause d'agrément : Cessions de parts libres entre associés, descendants, ascendants et conjoint ; toute autre est soumise à agrément. - Immatriculation au RCS de TOULOUSE.

Pour avis.

Avis de constitution

Aux termes d'un acte d'avocat électronique en date à LABEGE (HG) du 16 avril 2019, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
- Forme : Société par actions simplifiée
- Dénomination : **SALICORNE**
- Siège : 12, rue Valette à POMPERTUZAT (31450)
- Durée : 66 ans à compter de son immatriculation RCS de TOULOUSE
- Capital : 100 €
- Objet : conseil et prestations de service en aménagement intérieur et décoration intérieure

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.
Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Agrément : Cession soumise à agrément sauf entre associés.
Préemption : Cession soumise à préemption dans tous les cas.
Président : Mr Claude HUET, demeurant 12, rue Valette, POMPERTUZAT (31450) nommé pour une durée indéterminée.

Pour avis,

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :
FORME : Société civile immobilière
DENOMINATION : **2E.LS**
SIEGE SOCIAL : 10 IMPASSE SAINT FELIX 31400 TOULOUSE
OBJET : - L'acquisition, par voie d'achat, d'échange, d'apport ou autrement, de tous immeubles bâtis et non-bâtis, leur détention et leur administration pour ses associés, la restauration et la construction de tous immeubles, la mise à disposition de tout ou partie des immeubles au bénéfice de ses associés et/ou la location de tout ou partie des immeubles de la Société ;
DUREE : 99 années
CAPITAL : 1 000 euros
APPORTS EN NUMERAIRE : 1 000 euros
CO-GERANCE : SAUVAGNAC LAURENT demeurant 10 IMPASSE SAINT FELIX 31400 TOULOUSE
SAUVAGNAC EVELYNE demeurant 10 IMPASSE SAINT FELIX 31400 TOULOUSE
IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,

Avis de constitution

Forme : SAS
Dénomination : **COMMENGE SPORT LOCATION**
Capital : 90 000 €uros
Siège : Leader Box, 17, chemin des Silos, 31100 Toulouse
Objet : location de courte durée de voitures et véhicules automobiles légers sans chauffeur
commerce de voitures et de véhicules automobiles légers d'occasion
Durée: 99 ans
Admission aux assemblées et droit de vote: Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Clause restreignant la libre cession des actions : Les actions sont librement cessibles entre associés. Les actions ne peuvent être cédées à des tiers non associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.
Président : Lambert COMMENGE, 2, impasse Houssat, 31600 LAMASQUERE Immatriculation : RCS Toulouse

---

Par acte SSP du 11/04/2019 il a été constitué une SCI dénommée:
NEW PARK
Siège social : 8 impasse bonnet 31500 TOULOUSE
Capital : 1.000 €
Objet : Acquisition, propriété, gestion, exploitation et administration de tous immeubles, biens et droits immobiliers. Toutes prestations liées à la fourniture d'énergie renouvelable, et à toutes nouvelles technologies électriques pour tous moyens de locomotion. Toutes opérations quelconques se rattachant directement ou indirectement à cet objet.
Gérant : M. VIGOUROUX Benjamin 31 Allée Jules Guesde 31000 TOULOUSE
Co-Gérant : M. AWANZINO-PEREZ Stéphane 25 Boulevard de la Méditerranée 31400 TOULOUSE
Co-Gérant : M. PADRIXE Philippe 17 Rue Noguier 31400 TOULOUSE
Cession des parts sociales : Cession libre entre associés. Cession aux tiers soumise à agrément.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

Suivant acte sous seing privé en date du 15 Avril 2019 à TOULOUSE (31), il a été institué une Société à Responsabilité Limitée présentant les caractéristiques suivantes :
DENOMINATION SOCIALE : **JARDINS BIENVEILLANTS**
CAPITAL SOCIAL : 3000 euros correspondant à 300 parts sociales intégralement libérées.
SIEGE SOCIAL : Appartement 7 - 2 Rue Mireille Sorgue 31100 TOULOUSE
OBJET : Entretien de parcs et jardins, aménagement paysager, nettoyage des extérieurs
DUREE : 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.
GERANCE : La Gérance est assurée par M POSTEL Pierre-Alexandre, associé unique, demeurant Appartement 7 - 2 Rue Mireille Sorgue 31100 TOULOUSE
La Société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE

La gérance

Avis de constitution

FORME : Société à Responsabilité Limitée à associé unique
DENOMINATION : **MB TRANSPORT**
SIEGE SOCIAL : 9 Rue du Roussillon, Appartement 39, 31100 TOULOUSE
OBJET : Transport public routier de marchandises au moyen de véhicules n'excédant pas un poids maximum de 3.5 tonnes
Loueur de véhicules avec conducteur destinés au transport de marchandises au moyen de véhicules n'excédant pas un poids maximum de 3.5 tonnes
DUREE : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS
CAPITAL SOCIAL : 1 800 €
GERANCE : Monsieur BOUCENNA Miloud, demeurant 9 Rue du Roussillon, Appartement 39, 31100 TOULOUSE
IMMATRICULATION RCS de TOULOUSE

Pour avis
La Gérance,

Suivant un acte ssp en date du 03/04/2019, il a été constitué une SASU
Dénomination :
KLD ASSURANCES
Nom commercial : KLD ASSURANCES
Siège social : 16b Rue De Las Crozes 31450 POMPERTUZAT
Capital : 1000 €
Activités principales : le courtage en assurances et assurances de prêts. l'audit et conseil en protection social (prévoyance, retraite..) .toute activité de courtage en crédit et en placement, le coaching financier. la distribution et la commercialisation de contrats d'assurance, d'assurance vie, de santé, de prévoyance, de retraite et de tous produits et services de protection social. la gestion de patrimoine.l'assistance et le conseil aux entreprises.
Durée : 99 ans
Président : M. HABOUCH Khalid 16b Rue De Las Crozes 31450 POMPERTUZAT
Immatriculation au RCS de TOULOUSE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Portet sur Garonne du 4 avril 2019, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Dénomination sociale : **NOUVEL'R PEINTURE** - Forme sociale : Société à responsabilité limitée à associé unique - Siège social : 4, Route d'Espagne - 31120 PORTET SUR GARONNE - Objet social : Peintre en bâtiment, Pose de papier peint et de revêtements muraux, Pose de parquet et de sols souples, Ravalement de façade (peinture).- Durée de la Société : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS - Capital social : 1.000 euros - Gérance : Monsieur Romain CAMALY, demeurant 4, Route d'Espagne - 31120 PORTET SUR GARONNE. Immatriculation : RCS de Toulouse

La Gérance

Par acte du 11/04/2019, il a été constitué la **SASU RESTAURANT LOUNGE L'ADRESSE** au capital de 27847 euros.
Siège social : 8 chemins des Genets lot numéro 7, 31120 Portet sur Garonne.
Objet : - Restauration traditionnelle,
- Restauration rapide
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des société de Toulouse.
Président : Monsieur OUMMOUCH Nasser demeurant au 8 rue Henri Frenay, 31200 Toulouse nommé pour une durée indéterminée.
Immatriculé au RCS de Toulouse

Suivant un acte ssp en date du 05/02/2019, il a été constitué une SASU
Dénomination : **ATELIERTO**
Siège social : 52 Boulevard Gabriel Koenigs 31300 TOULOUSE
Capital : 300 €
Activités principales : maîtrise d'oeuvre en bâtiment et paysage
Durée : 99 ans
Président : M. FAUCRET Thomas Artigole 31260 URAU
Immatriculation au RCS de TOULOUSE

CESSIONS FONDS DE COMMERCE

SCP Jean-Pierre REVERSAT
Notaire
31210 MONTREJEAU

Suivant acte reçu par Maître Jean-Pierre REVERSAT, Notaire, associé de la société civile professionnelle « Jean-Pierre REVERSAT, titulaire d'un Office Notarial à MONTREJEAU (31210), 3, Voie du Bicentenaire », le 1er avril 2019 enregistré à TOULOUSE le 04/04/2019 Dossier 2019 00019922 Ref 3104P03 2019 N 00769.
Monsieur Marc Didier Luc **DUPIN**, demeurant à HUOS (31210) 13 rue du Général Bartier.
A VENDU A :
La Société dénommée **EURL BIZE**, Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 150,00 €, dont le siège est à MAZERES-DE-NESTE (65150), 29 route de Montréjeau, identifiée au SIREN sous le numéro 803 939 073 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TARBES.
Le fonds de commerce boucherie, charcuterie et boucherie chevaline (commerce de détail) sis à MONTREJEAU (31210), 1 place Valentin Abeille, lui appartenant, et pour lequel il est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE, sous le numéro 334 134 194.
La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de CINQUANTE MILLE EUROS (50 000,00 EUR), s'appliquant :
- aux éléments incorporels pour TRENTE-SIX MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGTS EUROS (36 880,00 EUR),
- au matériel pour TREIZE MILLE CENT VINGT EUROS (13 120,00 EUR).
L'entrée en jouissance à compter du 1er Avril 2019.
Les oppositions s'il y a lieu, devront être faites par huissier, dans les dix jours de la dernière en date des publications légales à la SCP Jean-Pierre REVERSAT Notaire à MONTREJEAU (31) 3 Voie du Bicentenaire.

Avis de cession

Par acte d'avocat électronique à Labège (HG) en date du 29 mars 2019, enregistré au Service de la publicité foncière et de l'enregistrement de Toulouse 3, le 12 avril 2019, dossier 2019 00021100, réf. 3104P03 2019 A 04696,
La société **KIKO**,
SARL au capital de 500 €, dont le siège social est 83, avenue des Pyrénées, Plaisance du Touch (31830), RCS TOULOUSE B 792 721 193, représentée par Mr Jérôme Bonici, gérant dûment habilité,
A CEDE A
La société **JBARTEAM**,
SAS au capital de 5.000 €, dont le siège est 3, rue des Lauriers, Saint-Orens de Gameville (31650), RCS TOULOUSE B 829 270 107, représentée par Joël BARDON, président,
Un fonds de commerce de restauration rapide, traiteur, livraison à domicile, sis et exploité 83, avenue des Pyrénées, Plaisance du Touch (31830), moyennant le prix de 20.000 € (9.170 € -élts incorporels ; 10.830 € - élts corporels), payé comptant en totalité le même jour.
La prise de possession et l'exploitation effective ont été fixées au 29 mars 2019.
Les oppositions seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publicités légales, au cabinet de Maître Xavier LASSUS, avocat, 55 voie l'occitane, Bâtiment Actys I, Labège (31670).

Pour avis,

Avis de cession de fonds de commerce

Aux termes d'un acte reçu par Me GATUMEL, notaire à TOULOUSE, le 02/04/2019, enregistré au Service de l'Enregistrement de Toulouse 3, le 04/04/2019 dossier 2019 00019717 2019 N 00766
La société dénommée **ST MICH FOOD**, SARL au capital de 3 000,00 EUR, dont le siège social est à TOULOUSE (31400), 37 Grande Rue St Michel, RCS TOULOUSE 497755793
A cédé à la société dénommée **GIOVANNI**, SARL au capital de 1 500,00 EUR, dont le siège social est à TOULOUSE (31400), 35 Grande Rue Saint Michel, RCS TOULOUSE 848901773
Un fonds de commerce de SANDWICHERIE, RESTAURATION RAPIDE A EMPORTER OU SUR PLACE connu sous le nom de « BEST-OF-HALLAL » situé à TOULOUSE (31400), 37 Grande Rue Saint Michel, identifié au registre du commerce et des sociétés de Toulouse sous le numéro RCS 497 755 793.avec tous les éléments corporels et incorporels composant ledit fonds.
Moyennant le prix de 40.000 €, s'appliquant aux éléments incorporels pour 38.500,00 € et au matériel, mobilier commercial et outillage pour 1.500 €.
Propriété et entrée en jouissance au jour de la signature de l'acte.
Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours de la dernière en date des insertions légales, en l'étude de Maître GATUMEL, Notaire associé, 2 rue Condeau, 31200 TOULOUSE.

Pour insertion

---

les avocats

Me Séverine BENOIT-TERES
AVOCAT
1, Avenue de Toulouse
31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS
Tel : 05.31.22.10.18
severine.benoitteres@sfr.fr

Avis de cession

Aux termes d'un acte sous-seing privé en date du 01/04/2019 à Fronton, enregistré au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement Toulouse 3, le 04/04/19, Dossier 2019 00018647, référence 3104P03 2019 A 03991, Madame Ghislaine, Anne-Marie, Raymonde **COEURVEILLE**, Enseignante d'auto-école exploitante dont le SIRET : 345 270 094 00065 dont l'adresse de son établissement est situé : 665, Avenue de Toulouse à 31620 FRONTON,
A CEDE A
La **SASU FRONTON CONDUITE** 843 583 832 RCS Toulouse, au Capital de 1000 Euros, ayant son siège social 665, Avenue de Toulouse à 31620 FRONTON, un fonds libéral d'auto-école, la clientèle, le droit au bail et biens corporels des lieux sis 665, Avenue de Toulouse à 31620 FRONTON moyennant le prix de 45 000 €uros. Le début d'activité est fixé au 01/04/2019.
Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales à l'adresse suivante : Me Fabienne REGOURD, SCP ACTIV'LEX au 5, Rue des Fleurs à 31000 TOULOUSE.

POUR AVIS.

TRANSFERTS DE SIÈGE

MAMMOOTH
Société Civile Immobilière
Au capital de 1 200 €
Siège social :
21 quinquies rue des Chênes
31830 PLAISANCE DU TOUCH
RCS TOULOUSE 825 167 521

Avis de publicité

Aux termes d'une délibération en date du 18 mars 2019, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de transférer le siège social du 79 rue des Chênes - 31830 PLAISANCE DU TOUCH au 21 quinquies rue des Chênes - 31830 PLAISANCE DU TOUCH à compter du 18 mars 2019, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.
Modification sera faite au Greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE.

Pour avis,
La Gérance

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire de la société civile immobilière **ACTU A IMMO,** SCI au capital de 500 €, dont le siège social est 15 rue VOLTA, 31000 TOULOUSE immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 803 034 701, en date du 18 juin 2014, il a été décidé de transférer le siège social de la société à l'adresse suivante :
Chez ACTU AVOCATS, 2 cheminement Henri Bosco, 31000 TOULOUSE
Ancienne adresse : 15 rue Volta 31000 TOULOUSE
Et de modifier en conséquence l'article 5 des sstatuts qui sera ainsi rédigé :
ARTICLE 5 : SIEGE SOCIAL
Le siège social est fixé : Chez ACTU AVOCATS, 2 cheminement Henri Bosco, 31000 TOULOUSE
Il peut être transféré en tout autre endroit sur décision du gérant.

Pour extrait
LE GERANT

Colegis AVOCATS

13, impasse teynier
31100 Toulouse

DELE COMMUNICATION
Société à responsabilité limitée
au capital de 8 000 euros
Siège social : 107 B avenue de Lardenne - 31100 TOULOUSE
RCS TOULOUSE 450 043 997

Aux termes d'une délibération en date du 10/04/2019, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société DELE COMMUNICATION a décidé de transférer le siège social de TOULOUSE (31100) 107 B avenue de Lardenne à TOULOUSE (31100) 115 ter avenue de Lardenne à compter de ce même jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

13, impasse teynier
31100 Toulouse

IZARD
Société civile Immobilière
au capital de 1 500 euros
Siège social : 107 B avenue de Lardenne - 31100 TOULOUSE
RCS TOULOUSE 413 461 872

Aux termes d'une délibération en date du 10/04/2019, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de transférer le siège social de TOULOUSE (31100) 107 B avenue de Lardenne, à TOULOUSE (31100) 115 ter avenue de Lardenne à compter de ce même jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de Toulouse.

13, impasse teynier
31100 Toulouse

DOMIDELE
Société civile au capital de 160 800€
Siège social : 107 B avenue de Lardenne - 31100 TOULOUSE
RCS TOULOUSE 449 492 032

Aux termes d'une délibération en date du 10/04/2019, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de transférer le siège social de TOULOUSE (31100) 107 B avenue de Lardenne à TOULOUSE (31100) 115 ter avenue de Lardenne à compter de ce même jour et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de Toulouse.

DL MENUISERIES & STORES
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
AU CAPITAL DE 1 000 EUROS
SIEGE SOCIAL: 1190 route de la Verrière 31380 MONTJOIRE
RCS : TOULOUSE 843 154 600 (00012)

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 1er mars 2019, l'actionnaire unique a décidé que le siège social de la société actuellement situé à MONTJOIRE (31380), 1190 rue de la Verrière, serait transféré à MIREPOIX-SUR TARN (31340), 7 rue des Mandres, ceci à compter du 1er mars 2019, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis et mention

Aux termes d'une décision en date du 14/04/2019, l'assemblée générale de la **SARL MIDI PYRENEES DENTAIRE**, au capital de 7 500 euros, dont le siège social est 97 rue Reguelongue, 31100 TOULOUSE, immatriculée au RCS de Toulouse sous le N°819 131 012 a décidé de transférer le siège social du 97 rue Reguelongue, 31100 TOULOUSE au 31 rue Aristide Berges, 31270 CUGNAUX à compter de ce jour et mis à jour l'article 4 des statuts. Les statuts à jour seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE.

Pour avis. La Gérance

B2 HABITAT
Société à responsabilité limitée
au capital de 8.000 €
Siège : 26 Rue du Clair Matin 31400 TOULOUSE
502161060 RCS de TOULOUSE

Par décision de l'AGO du 15/04/2019, il a été décidé de transférer le siège social au 5 Place HELENE BOUCHER 31130 QUINT FONSEGRIVES. Mention au RCS de TOULOUSE.

SCI MAJU PARIS
Au capital de 230 000€
Par AGO du 31/03/2019, les associés de la société ont décidé, à compter de ce même jour, de transférer le siège social du 5 rue Russel, 65000 TARBES au 10 boulevard Montplaisir, 31400 TOULOUSE. La société sera immatriculée au RCS de TOULOUSE

Pour avis,
La Gérante

SCI BONNET ET DESCENDANTS
Au capital de 1000€
Par AG du 31/03/2019, les associés de la société ont décidé, à compter de ce même jour, de transférer le siège social du 5 rue Russel, 65000 TARBES au 10 boulevard Montplaisir, 31400 TOULOUSE. La société sera immatriculée au RCS de TOULOUSE

Pour avis,
La Gérante

SCI SITOVASA
SCI au capital de 304 €
Siège social : 10 RUE VICTOR HUGO, 31220 Cazères
422 596 155 RCS de Toulouse
L'AGE du 12/04/2019 a décidé de transférer le siège social de la société 8 RUELLE DU COIN COLBERT, 51110 Pomacle, à compter du 12/04/2019
Radiation au RCS de Toulouse et réimmatriculation au RCS de Reims

---

SBS INTERVENTION
SASU au capital de 500 €
Siège social :
214 ROUTE DE ST SIMON, 31100 Toulouse
827 520 701 RCS de Toulouse
En date du 15/04/2019, le président a décidé de transférer le siège social de la société 15 CHEMIN DE LA CRABE, 31300 Toulouse, à compter du 15/04/2019
Mention au RCS de Toulouse

MODIFICATIONS DIRIGEANT(S)

Colegis AVOCATS

13, impasse teynier
31100 Toulouse

ALLO PALETTES
Société par actions simplifiée
au capital de 100 000 euros
Siège social : 7 rue de l'Ourmède - EUROCENTRE, 31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS CEDEX
RCS TOULOUSE 830 537 536

Aux termes d'une décision unanime de la collectivité des associés en date du 22/03/2019, la Société ENVIRIS FRANCE, société par actions simplifiée au capital de 8 000 000 euros, dont le siège social est 7 rue de l'Ourmède EUROCENTRE 31621 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 812 534 923, a été nommée en qualité de Présidente en remplacement de Monsieur Cédric BLANCHOT, démissionnaire, et Monsieur Cédric BLANCHOT, demeurant 9 rue Viollet le Duc 21000 DIJON a été nommé en qualité de Directeur Général.

POUR AVIS, Le Président

13, impasse teynier
31100 Toulouse

JOAQUIM
SAS au capital de 2 000 euros
Siège social : 14 avenue Maurice Hauriou 31000 TOULOUSE
RCS TOULOUSE 788 778 124

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 01/04/2019, Monsieur Olivier CARMEN demeurant à TOULOUSE (31000) 14 avenue Maurice Hauriou a été nommé en qualité de Président à compter de ce jour, en remplacement de Monsieur José CARMEN, démissionnaire au 31/03/2019.

SCM CABINET INFIRMIER DE L'ESPLANADE
Société civile de moyens
au capital de 670.56 Euros
1 rue René Cassin
31170 VILLENEUVE TOLOSANE
351 286 117 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 9 avril 2019, Il a été décidé de nommer en qualité de Gérante Madame Christine DRELON demeurant 71 bis chemin Rossignols 31270 VILLENEUVE TOLOSANE, pour une durée non limitée, en remplacement de Madame Charles Line CLEMENCON Gérante démissionnaire.

Pour avis

VALBAPT
Société à responsabilité limitée
au capital de 10 000 euros
58 place de la Mairie
31350 BOULOGNE SUR GESSE
824 278 204 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 22 mars 2019, la collectivité des associés a pris acte de la démission de M. Serge ANDRE de ses fonctions de cogérant à compter du 22 mars 2019 et a décidé de ne pas procéder à son remplacement.

Pour avis

DAL CIN & ASSOCIÉS

SOREBA CHARPENTES

Société à responsabilité limitée
au capital de 150.000 euros
Siège social :
820, chemin des Petitès
31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS
488 940 263 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Mixte en date du 5 avril 2019 de la société SOREBA CHARPENTES, il résulte que Monsieur Cyril MOOG, demeurant 801, route d'Ensarla à VILLENEUVE LES BOULOC (31620) a été nommé Gérant de la société à compter de cette même date pour une durée indéterminée en remplacement de Monsieur Yannick BARBIER démissionnaire.
Mention sera faite au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE

Pour avis
La Gérance

JPC FINANCES

Société à responsabilité limitée
au capital de 6 000 euros
Siège social : 8 Allée le Moulin
31150 GAGNAC SUR GARONNE
484 432 786 RCS TOULOUSE

Modification de le gérance

Par délibération en date du 1er août 2018, les associés de la société, prenant acte de la démission de ses fonctions de gérant de Monsieur Jean-José PELLISSA, ont décidé de nommer en remplacement, en qualité de gérant, pour une durée indéterminée, Monsieur Guillaume PELLISSA, demeurant 12 Rue du Docteur Schweitzer, 31200 TOULOUSE.
L'article 11 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis

Forme : SARL à capital variable. Dénomination : **Cisame**, au capital de 5760 €. Siège : 12 Grande rue Nazareth 31000 Toulouse, 411273535 RCS Toulouse.L'AG Ordinaire du 12/04/2019 a décidé de nommer M. Philippe Peyjou, nouveau gérant de la société pour une durée de 1 an à compter du 12/04/2019 en remplacement de M. Roger Audra. Modifications au RCS TOULOUSE.

SOLUTIONS EXPLORER, SAS au capital de 6 000€, 27 Coteaux De La Tuilerie, 31650 Lauzerville, 517 570 131 RCS Toulouse. L'Associé unique a décidé, le 1.2.2019, de nommer nouveau président, Mr AREXY Frederic, 40 Coteaux De La Tuilerie, 31650 Lauzerville, pour une durée indéterminée en remplacement de Mr SENAN Frederic démissionnaire. Mention au RCS de Toulouse

MODIFICATION OBJET SOCIAL

ECOLE PROFESSIONNELLE DE TOURISME ET HOTELLERIE, SARL au capital de 30 489,92€, 10 rue des Arts, 31000 TOULOUSE, 730 801 883 RCS Toulouse. Suite à l'AG Ordinaire et Extraordinaire du 21.12.2018, la SARL ECOLE PROFESSIONNELLE DE TOURISME ET HOTELLERIE, en tant qu'organisme de formation étend son activité pour pouvoir développer toutes formations dans le cadre de l'apprentissage selon l'article L6231-5 du Code du Travail. Mention au RCS de Toulouse

MODIFICATIONS CAPITAL SOCIAL

IMOSTAR

SASU au capital de 1.000 €uros
41 rue Paule Raymondis
ZAC Gabardie
TOULOUSE
(31200)
RCS TOULOUSE 820 360 881

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 30 juin 2018, l'associé unique a décidé d'augmenter le capital social de la société, d'une somme de CINQUANTE QUATRE MILLE (54.000) €uros, pour le porter de la somme de MILLE (1.000) €uros à la somme de CINQUANTE CINQ MILLE (55.000) €uros, par la création de 5.400 actions de 10 €uros de valeur nominale, numérotées 101 à 5.500, en date d'effet au 1er juillet 2018, 0 heure.
En conséquence, l' articles 8 des statuts a été modifié.

Pour avis

STVAVOCATS

18 rue Alsace Lorraine
31000 TOULOUSE
05 34 30 40 50

SKY'IN LAB

Société par actions simplifiée
au capital de 267 342 euros
ZA de l'Ormière – 31380
MONTASTRUC LA CONSEILLERE
RCS TOULOUSE 818 067 811

Avis de modification

Selon décision du Président du 29 mars 2019 agissant sur délégation de pouvoir de l'assemblée générale extraordinaire du 20 mars 2019, le capital social de 267 342 € a été augmenté et s'établit à 317 186 €.

18 rue Alsace Lorraine
31000 TOULOUSE
05 34 30 40 50

NT HOTEL GALLERY

Société par actions simplifiée
au capital de 297 637,546 €
11 Boulevard Déodat de Séverac
Aile de l'Europe Immeuble Gamma
31770 COLOMIERS
RCS TOULOUSE 798 628 475

Avis de modification

Selon décision du Président du 9 avril 2019 agissant sur délégation de pouvoir de l'assemblée générale
extraordinaire du 12 mars 2019, le capital social de 297 637,546 € a été augmenté et s'établit à 412 637,505 €.

NON-DISSOLUTIONS

SCP BERKOUK

Avocats à la Cour
32 Rue d'Alsace-Lorraine
31000 TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 30 septembre 2018, l'associé unique de la société **ZYMA**, société à responsabilité limitée à associé unique au capital variable de 10 000 €, dont le siège social est à FENOUILLET (31150) Centre Commercial Géant La Galerie Espace Fenouillet, Rue des Usines, RCS TOULOUSE 823 277 744, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

SCP BERKOUK

Avocats à la Cour
32 Rue d'Alsace-Lorraine
31000 TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 31 juillet 2018 l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société **NBBTG**, société à responsabilité limitée au capital de 38 000 € dont le siège social est à Toulouse (31200), Centre Commercial Espace Gramont 2 chemin de Gabardie RCS TOULOUSE 809 857 345, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

DISSOLUTIONS

SARL PLANTIER
SARL au capital de 7.622,45 €
Siège social :
121 RUE PIERRE CAZENEUVE, 31200 Toulouse
451 842 876 RCS de Toulouse
L'AGE du 31/03/2019 a décidé la dissolution de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du même jour, nommé en qualité de liquidateur Mme PLANTIER NATHALIE, demeurant 121 RUE PIERRE CAZENEUVE, 31200 Toulouse, et fixé le siège de liquidation au siège social.
Modification au RCS de Toulouse

SCI PLUMBAGO
SCI au capital de 150 €
Siège social : 50, rue du CHATEAU, 31490 Brax
429 856 768 RCS de Toulouse
L'AGE du 15/03/2019 a décidé la dissolution de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du même jour, nommé en qualité de liquidateur M. LABORIE Jacques, demeurant 50, rue du Château, 31490 Brax, et fixé le siège de liquidation au siège social.
Modification au RCS de Toulouse.

LIQUIDATION

SARL SERGE TONON
Capital de 7622.45€
Siège social 2 impasse Cendry, 31140 MONTBERON
RCS TOULOUSE B 418 571 055
Au terme de la décision du 01/04/2019, le liquidateur, M. Serge Tonon :
- A approuvé les comptes définitifs de liquidation faisant apparaître un boni de liquidation de 3 881.88€.
- Est déchargé de son mandat de liquidateur.
- A constaté la clôture de liquidation à compte du 31/03/2019.
La société sera radiée du RCS de TOULOUSE.

DIVERS

CONCEPT STORE AUTOUR DES JARDINS ET DES FLEURS

25 bis, Boulevard Matabiau
31000 TOULOUSE
RCS TOULOUSE 823 889 688

Avis de Modification forme société et Transfert Siège Social

I - Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 15 avril 2019, la forme de la société à responsabilité unipersonnelle CONCEPT STORE AUTOUR DES JARDINS ET DES FLEURS a été modifié de la manière suivante :
Ancienne forme : Société à responsabilité limitée unipersonnelle
Nouvelle forme : Société par actions simplifiée unipersonnelle
En conséquence, l'article 1 des statuts est ainsi modifié :
« La société est de forme société par actions simplifiée »
Le reste de l'article demeure inchangé.
II - Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 15 avril 2019, le siège social de la société à responsabilité unipersonnelle CONCEPT STORE AUTOUR DES JARDINS ET DES FLEURS a été modifié de la manière suivante :
Ancien siège social : 25 bis, Boulevard Matabiau 31000 TOULOUSE
Nouveau siège social: Loge 4, Marché des Carmes, Place des Carmes 31000 TOULOUSE
En conséquence, l'article 4 des statuts est ainsi modifié :
« Le siège social est fixé : Loge 4, Marché des Carmes, Place des Carmes 31000 TOULOUSE »
Le reste de l'article demeure inchangé.

Pour avis,
La Gérante

Notaire

Antoine GINESTY
Sébastien SALESSES
Notaires Associés
Successeurs de Maîtres Ginesty
(Père et Fils) et de Maître Combarieu
ETUDE PLACE WILSON

Mutation du fonds de commerce

C'est aux termes d'un acte reçu par Me Sébastien SALESSES, notaire à TOULOUSE (31), le 20/03/2019, enregistré au SPFE TOULOUSE 3 le 11/4/2019 dossier 2019 00021179 réf. 3104P03 209N000851, contenant constitution de la s.a.r.l. dénommée **SARL JOSEPH COLI** dont le siège est 12 rue du Pradal – 31170 TOURNEFEUILLE pour une durée 99 ans au capital de 780.300€ en cours d'immatriculation, que Mme Loetitia HALLOWS demeurant à TOURNEFEUILLE (31170) 12 rue Pradal à fait apport en nature d'un fonds de commerce de Snack-Bar, brasserie, dégustation et vente de vins et boissons alcoolisées, eaux minérales et limonades, exploité à TOULOUSE (31000), 21 Rue Saint-Antoine du T connu sous l'enseigne **CAVE SAINT JEROME** avec tous les éléments corporels et incorporels et pour lequel ladite dame HALLOWS, propriétaire non-exploitant, est immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le n°329396527. Evaluations : Eléments incorporels 770.000, matériel 10.000€, soit ensemble 780.000€. Le locataire-gérant et exploitant est la SARL D'EXPLOITATION BBHS RESTAURATION au capital de 7622€ dont le siège est à TOULOUSE 21 rue Saint Antoine du T, immatriculé au RCS de Toulouse sous le n°482040821.

Pour avis.

NOS P'TITS LOUPS
EURL au capital de 5.000 €
Siège social : 50 Avenue Aristide Briand, 31400 Toulouse
833 430 259 RCS de Toulouse
L'AGE du 15/04/2019 a décidé de transférer le siège social de la société 40 Avenue Marcel Langer, 31400 Toulouse, à compter du 15/04/2019,
- Nommer en qualité de Gérant M. THOUMIN SYLVAIN, demeurant 149 ALLEE DE PIERRAS, 31650 Auzielle
- Augmenter le capital social pour le passer de 5.000 € à 9.000 €
Mention au RCS de Toulouse

Notre ADRESSE MAIL
annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Notre NUMÉRO DE TÉLÉPHONE
09 83 27 51 41

Notaire

AMENAGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Grégoire PETUAUD-LETANG, Notaire à BALMA (31130), 16, avenue Charles de Gaulle, emplacement numéro 2, le 13 avril 2019, a été reçu le changement partiel de régime matrimonial avec ajout d'un avantage entre époux ne prenant effet qu'en cas de décès de l'un d'entre eux :
PAR : Monsieur Philippe Paul Pierre **JULIA**, médecin, et Madame Anne-Marie LOUDET, sans emploi, son épouse, demeurant ensemble à TOULOUSE (31400) 47 avenue Victor Segoffin. Monsieur est né à TOULOUSE (31000) le 31 juillet 1958, Madame est née à FOIX (09000) le 10 mai 1958. Mariés à la mairie de PAU (64000) le 29 juillet 1983 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable. Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification. Monsieur et Madame sont de nationalité française et résidents au sens de la réglementation fiscale.
Les oppositions des créanciers à ce changement partiel, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion
Le notaire.

MEHARY SEGID, Lem-lem, Léa née le 1er décembre 1979 à Djibouti, demeurant au 23 Allée Forain François Verdier, 31000 Toulouse dépose une requête auprès du Garde des Sceaux à l'effet de substituer à son patronymique celui de MEHARY.

EL FETH

Société à Responsabilité Limitée
Au capital social de 8 000.00 €
Siège social : 11 Cheminement Christophe Gluck - 31100 TOULOUSE
450 856 661 RCS TOULOUSE

Avis de modification

Aux termes du procès-verbal des décisions de l'associé unique en date du 12 novembre 2018, il résulte que :
1) L'objet social et l'activité de la société ont été étendus aux activités suivantes :
Point chaud, bazar, snack, sandwicherie, boissons sans alcools, épicerie
2) Monsieur TLILI Wadie Ben Ali, demeurant 3 Cheminement Jean Wiener, Appartement 303, 31100 TOULOUSE, est nommé gérant de la société, pour une durée indéterminée, en remplacement de Monsieur SEKHRI Salem, démissionnaire
L'article 2 relatif à l'objet social a été modifié en conséquence.
Mention sera faite au RCS : TOULOUSE

Pour avis

RECTIFICATIFS

Additif à l'annonce parue le 29/11/2018 concernant **MANANY** il convient d'ajouter SIRET : 828 331 496

RECTIFICATIF à l'avis paru dans le n°834 du 11/04/2019 concernant la société **11 IMMO INVEST** il y a lieu de lire « Gérant : M. Guillaume FARRE, demeurant à TOULOUSE (31000) 14 rue Peyras, né à Agen (47000) le 11 juin 1967 ».

Rectificatif à l'annonce parue le 27/09/2018 concernant la liquidation de la **SARL ACCURA**, il convient de lire : « Suivant l'AGO du 10/09/2018 » et non « Suivant l'AGE du 10/09/2018 ».

Le GIP PPLE lance le portail : **PPLE.fr**

Le site de référence des informations et de la publicité légale des entreprises

Les trois acteurs du domaine de la publicité légale :
- l'APTE *(Association de la Presse pour la Transparence Économique)*,
- le CNGTC *(Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce)*,
- la DILA *(Direction de l'Information Légale et Administrative)*,

mettent à la disposition des usagers **un nouveau Portail d'accès à la Publicité Légale des Entreprises : PPLE.fr**

Accessible à partir de l'adresse **www.pple.fr**
ce nouveau site offre un accès unique à l'ensemble des informations légales sur les sociétés et les entreprises commerciales détenues par les sites :

- **actulegales.fr** *qui référence l'ensemble des annonces publiées dans les journaux français d'annonces légales ;*
- **bodacc.fr** *qui détient les données publiées sur le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales ;*
- **Infogreffe.fr** *qui centralise l'ensemble des documents déposés aux registres du commerce.*

Mis en œuvre dans le cadre du GIP *(Groupement d'intérêt public)* PPLE, **le portail offre la possibilité de rechercher une entreprise,** soit par :
- l'utilisation de mots-clés à travers une recherche « full-text » ou une recherche avancée,
- soit via le département en cliquant sur une carte de France,
- soit par le code APE,
- soit encore en affichant les dernières entreprises ayant enregistré un mouvement.

Le site offre l'accès à plus de 8 millions d'entreprises et indique pour chacune d'elle, les informations ou publicités légales disponibles sur les sites partenaires. L'usager peut ensuite afficher l'information qu'il recherche directement sur le site partenaire (Infogreffe.fr, Bodacc.fr ou Actulegales.fr).

La mise en place de ce portail vise à contribuer à la transparence économique en associant les 3 acteurs français de la publicité légale.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE